Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 104° — Numero 116

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Venerdì, 3 maggio 1963** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA — UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI — TEL. 650-139 650-841 652-361
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO — LIBRERIA DELLO STATO — PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10, ROMA — CENTRALINO 8508

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
(Esclusi quelli recanti le norme sul trattamento economico e normativo dei lavoratori).
Annuo L. **13.390** Semestrale L. **7.380** Trimestrale L. **4.020**
Un fascicolo L. **60** Fascicoli annate arretrate: il doppio

AI SUPPLEMENTI ORDINARI CONTENENTI LE NORME SUL TRATTAMENTO ECONOMICO E NORMATIVO DEI LAVORATORI
Annuo L. **12.030** Semestrale L. **6.520** Trimestrale L. **3.510**

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
Annuo L. **10.020** Semestrale L. **5.520** Trimestrale L. **3.010** •
Un fascicolo L. **50** Fascicoli annate arretrate: il doppio

I PREZZI sono comprensivi d'imposta di bollo
Per l'ESTERO i prezzi sono il doppio di quelli indicati per l'interno

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le agenzie della Libreria dello Stato: ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero delle Finanze) e via del Tritone, 61/A; MILANO, Galleria Vittorio Emanuele, 3; NAPOLI, via Chiaia, 5; FIRENZE, Via Cavour, 46/r e presso le Librerie depositarie nei Capoluoghi di provincia. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte II, si ricevono in Roma (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le agenzie di Milano, Napoli e Firenze possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1963

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 2 marzo 1963, n. 596.

Ratifica ed esecuzione della Convenzione tra l'Italia ed il Belgio sul riconoscimento e l'esecuzione delle decisioni giudiziarie e degli altri titoli esecutivi in materia civile e commerciale, conclusa in Roma il 6 aprile 1962.

La Camera dei Deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione tra l'Italia e il Belgio sul riconoscimento e l'esecuzione delle decisioni giudiziarie e degli altri titoli esecutivi in materia civile e commerciale, conclusa in Roma il 6 aprile 1962.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore, in conformità all'articolo 19 della Convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 2 marzo 1963

SEGNI

FANFANI — PICCIONI — BOSCO

Visto, *il Guardasigilli*: BOSCO

Convenzione tra l'Italia ed il Belgio concernente il riconoscimento e l'esecuzione di decisioni giudiziarie e di altri titoli esecutivi in materia civile e commerciale (Roma, 6 aprile 1962).

CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE ET LE ROYAUME DE BELGIQUE CONCERNANT LA RECONNAISSANCE ET L'EXÉCUTION DES DÉCISIONS JUDICIAIRES ET D'AUTRES TITRES EXÉCUTOIRES EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE.

Le Président de la République Italienne
et
Sa Majesté le Roi des Belges

Désireux de régler les rapports entre les deux Pays en ce qui concerne la reconnaissance et l'exécution des décisions judiciaires et d'autres titres exécutoires en matière civile et commerciale,

ont résolu de conclure à cet effet une Convention et ont nommé comme Leurs plénipotentiaires:

Le Président de la République Italienne:

Son Excellence Monsieur GIUSEPPE LUPIS, Sous-secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères;

Sa Majesté le Roi des Belges:

Son Excellence Monsieur JOSEPH VAN DER ELST, Ambassadeur du Royaume de Belgique

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

TITRE I

Reconnaissance des décisions judiciaires

Article 1

Les décisions rendues en matière civile et commerciale par les autorités judiciaires de l'un des deux Etats contractants sont reconnues dans le territoire de l'autre Etat, si elles réunissent les conditions suivantes:

1) que la décision ait été rendue par une juridiction reconnue compétente selon l'article 2 de la présente Convention;

2) que la décision, même si elle peut encore être attaquée par des voies de recours ordinaires, ait fixé les droits des parties de manière à déssaisir le juge du litige;

3) que, en cas de décision par défaut, l'acte introductif d'instance ait été notifié en temps utile;

4) que la décision ne soit pas contraire à une décision déjà rendue sur le même litige entre les mêmes parties, par une autorité judiciaire de l'Etat où la reconnaissance est demandée;

5) qu'une action ayant le même objet et mue entre les mêmes parties ne soit pas pendante devant une juridiction de l'Etat où la reconnaissance est demandée, pour autant que cette juridiction ait été saisie de l'action avant que la décision n'ait été rendue.

6) que l'ordre public de l'Etat dans lequel la reconnaissance est demandée ne s'y oppose pas.

Article 2

1 La compétence de l'autorité judiciaire de l'Etat dans lequel la décision a été rendue est fondée au sens de l'article précédent si, au moment de l'introduction de la demande, l'une des conditions suivantes est réalisée:

1) lorsque, s'il s'agit d'une action personnelle, le défendeur ou l'un d'eux, avait, d'après la loi de l'Etat où la décision a été rendue, son domicile ou sa résidence sur le territoire de cet Etat,

2) lorsque, par une convention écrite en vue d'une contestation relative à un contrat déterminé, le défendeur s'est soumis à la juridiction de l'Etat dans lequel la décision a été rendue, sauf si les parties à la dite convention ont la nationalité de l'Etat dans lequel la décision est invoquée et y ont leur domicile ou leur résidence;

3) lorsque le défendeur a présenté des moyens de défense au fond sans décliner la compétence des autorités judiciaires de l'Etat où la décision a été rendue;

4) lorsque le défendeur ayant un établissement commercial ou industriel, ou une succursale dans l'Etat dans lequel la décision a été rendue. a été assigné dans un litige résultant de leur exploitation,

5) lorsqu'en matière contractuelle, l'action a été portée devant le juge de l'Etat où l'obligation est née, a été ou devait être exécutée;

6) lorsque l'action a été fondée sur un fait illicite commis sur le territoire de l'Etat où la décision a été rendue;

7) lorsqu'il s'agit d'une contestation en matière d'état, de capacité ou de droit de famille de ressortissants de l'Etat dans lequel la décision a été rendue;

8) lorsque l'action a eu pour objet un droit réel sur un bien se trouvant dans l'Etat où la décision a été rendue;

9) lorsque, en matière successorale, le défunt avait son dernier domicile dans l'Etat où la décision a été rendue et quelle que soit la nature mobilière ou immobilière des biens composant la succession:

a) pour les actions en pétition d'hérédité, les actions en partage et toutes autres actions entre cohéritiers jusqu'au partage;

b) pour les actions en nullité ou en rescision du partage et les actions en garantie des lots, jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans à partir du jour du partage,

c) pour les actions contre l'exécuteur testamentaire jusqu'au partage, et si le partage n'est pas nécessaire, jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans à partir du jour décès;

d) pour les actions des légataires et des créanciers, n'exerçant pas de droits réels sur des immeubles, dans les limites indiquées à la lettre précédente;

10) lorsque, la compétence étant fondée en ce qui concerne la demande principale, il s'agit d'une demande accessoire ou d'une demande en garantie ou d'une demande reconventionnelle connexe à la demande principale ou aux moyens de défense invoqués contre celle-ci;

11) dans tout autre cas, lorsque la compétence est prévue par d'autres conventions en vigueur entre les deux Etats ou est fondée sur les règles relatives à la compétence internationale admises par la législation de l'Etat dans lequel la décision est invoquée.

2. Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas aux décisions concernant les litiges pour lesquels la législation de l'Etat dans lequel la reconnaissance est demandée reconnaît comme exclusivement compétentes ses propres autorités judiciaires ou celles d'un Etat tiers.

Article 3

Les décisions statuant sur les conséquences civiles d'une infraction qui a donné lieu à une condamnation, rendues dans l'un des deux Etats par la juridiction pénale, seront reconnues dans l'autre Etat si elles ne sont pas prononcées par défaut et réunissent les conditions suivantes:

1) que la décision ne puisse plus être attaquée par les voies de recours ordinaires;

2) que la décision concerne une infraction commise sur le territoire de l'Etat où elle a été rendue;

3) que le prévenu ait été assisté ou représenté à l'audience par un défenseur;

4) qu'il soit satisfait aux conditions prévues à l'article I, 4), 5) et 6).

Article 4

Les décisions provisoires rendues par les autorités judiciaires en matière d'aliments ou de garde de mineurs, qui sont exécutoires dans l'Etat où elles ont été prononcées, sont reconnues dans l'autre Etat aux mêmes conditions que les décisions visées à l'article I, 2).

Article 5

Les décisions rendues par les autorités judiciaires de l'un des deux Etats contractants en matière de juridiction gracieuse sont reconnues dans l'autre Etat aux memes conditions que les décisions en matière contentieuse dans la mesure où ces conditions leur sont applicables.

Article 6

Les titres par lesquels les autorités judiciaires d'un des deux Etats donnent aux parties acte de leur conciliation ou de leur accord sont reconnus dans l'autre Etat à la seule condition qu'ils ne soient pas contraires à l'ordre public de celui-ci.

Article 7

1. Les décisions prévues aux articles précédents, rendues sur le territoire de l'un des deux Etats et dont la reconnaissance est invoquée sur le territoire de l'autre, ne devront faire l'objet d'aucun examen autre que celui des conditions prévues à la presente Convention.

2. En aucun cas, il n'est procédé à un examen du fond de la décision.

TITRE II

Exequatur des décisions judiciaires

Article 8

Les décisions judiciaires prevues aux articles precedents et qui sont exécutoires dans l'Etat où elles ont été rendues peuvent, si elles réunissent les conditions nécessaires à leur reconnaissance, être mises à exécution sur le territoire de l'autre Etat après y avoir été déclarées exécutoires par l'autorité judiciaire competente. Celle-ci vérifie d'office si les conditions requises pour l'exequatur sont réunies. Elle le constate dans sa décision. En aucun cas elle ne procède à un examen du fond.

Article 9

La procédure d'exequatur est reglée par la loi de l'Etat dans lequel l'exécution est demandée.

Toutefois en Belgique, le jugement qui statue sur la demande d'exequatur ne sera pas susceptible d'opposition mais il pourra toujours être attaqué par la voie de l'appel dans les 28 jours après le jour du prononcé si le jugement est contradictoire et dans les 28 jours apres le jour de la signification s'il est par défaut.

Article 10

Si la décision contient condamnation sur plusieurs chefs de demande et que l'exequatur ne peut être accordé pour le tout, l'autorité judiciaire pourra n'accorder l'exequatur que pour un ou plusieurs chefs. En outre, le demandeur pourra requérir un exequatur partiel, que la condamnation porte sur un ou sur plusieurs chefs de demande.

Article 11

Il pourra être sursis à la décision d'exequatur si le défendeur prouve qu'une procédure par voie de recours ordinaire a été formée contre la décision soumise à l'exequatur. Si un tel recours contre le jugement n'a pas été effectivement introduit, mais que le délai pour l'introduire n'est pas expiré d'après la loi de l'Etat où la décision a été rendue, l'autorité judiciaire requise pourra ajourner sa décision en vue de permettre à la partie condamnée de former ce recours.

Dans les cas visés ci-dessus, l'autorité judiciaire requise pourra également, si elle accorde l'exequatur, imposer caution au demandeur.

TITRE III

Documents à produire

Article 12

La partie qui demande la reconnaissance ou l'exequatur d'une décision doit produire:

1) une expédition de la décision et qui, d'après les lois de l'Etat où elle à été rendue, réunit les conditions nécessaires à son authenticité;

2) en cas de décision prononcée par défaut, l'original ou une copie certifiée conforme de l'assignation et de tout document établissant sa signification ou sa notification à la partie défaillante;

3) en cas de demande d'exequatur, tout document certifiant que la décision est exécutoire;

4) une traduction de tous les actes mentionnés ci-dessus certifiée conforme selon les lois ou les usages suivis par les autorités judiciaires de l'Etat où la décision est invoquée.

Les documents établis ou délivrés par les autorités judiciaires de l'Etat dans lequel la décision a été rendue sont exemptés de légalisation, à condition qu'ils soient munis du timbre ou du sceau de l'autorité judiciaire dont ils émanent.

TITRE IV

Actes authentiques

Article 13

Les actes contractuels passés devant les officiers publics et qui ont force exécutoire dans un des deux Etats, sont rendus exécutoires dans l'autre Etat s'ils ne contiennent aucune disposition contraire à l'ordre public de cet Etat.

Les articles 8 et 9 de la présente Convention sont applicables à la procédure d'exequatur de ces actes.

La partie qui invoque un tel acte dans l'autre Etat, doit en produire une copie authentique munie du sceau ou du timbre de l'officier public et une traduction certifiée conforme selon les règles en vigueur dans l'Etat où l'acte est invoqué, compte tenu des dispositions énoncées au 2ème alinéa de l'article 12; elle doit, en outre, produire une attestation de l'officier public qui a délivré l'acte attestant que celui-ci est exécutoire.

TITRE V

Exception de la litispendance

Article 14

Les autorités judiciaires de chacun des deux Etats s'abstiendront, à la requête de l'une des parties au procès, de statuer sur une demande lorsque celle-ci, ayant le même objet et mue entre les mêmes parties,

est déjà pendante devant un tribunal de l'autre Etat, qui serait compétent au sens de l'article 2 et s'il peut en résulter une décision qui peut être reconnue au sens de la présente Convention.

Toutefois, les mesures provisoires ou conservatoires organisées par chacune des deux législations nationales pourront être requises des autorités de chacun de ces deux Etats même si la compétence quant au fond du litige appartient au juge de l'autre Etat.

TITRE VI

Champ d'application

Article 15

Les dispositions de la présente Convention sont applicables quelle que soit la nationalité des parties.

Article 16

La présente Convention ne s'applique pas aux décisions judiciaires rendues en matière de faillite, de concordat, de sursis de paiement et de gestion contrôlée.

Article 17

La présente Convention ne s'applique pas aux décisions judiciaires rendues et aux titres exécutoires intervenus avant son entrée en vigueur.

Article 18

La présente Convention ne déroge pas aux Conventions auxquelles les deux Etats sont parties et qui, dans des matières particulières, règlent la reconnaissance et l'exécution des décisions judiciaires et des autres titres exécutoires prévus dans la présente Convention.

TITRE VII

Dispositions finales

Article 19

La présente Convention sera ratifiée et l'échange des instruments de ratification aura lieu le plus tôt possible à Bruxelles.

La présente Convention entrera en vigueur trois mois après l'échange des instruments de ratification.

Elle cessera d'être en vigueur six mois après dénonciation par une des Parties.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des deux Parties ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leur sceau.

Fait à Rome, en double original, en langue française, le 6 avril 1962.

Pour la République Italienne
GIUSEPPE LUPIS

Pour le Royaume de Belgique
JOSEPH VAN DER ELST

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
PICCIONI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 22 marzo 1963, n. 597.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della Parrocchia di Maria Immacolata, in frazione Gallo del comune di Petriano (Pesaro-Urbino).

N. 597. Decreto del Presidente della Repubblica 22 marzo 1963, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Urbino in data 25 marzo 1962, integrato con postilla del 10 dicembre 1962 e con due dichiarazioni rispettivamente del 25 marzo e 10 dicembre 1962, relativo alla erezione della Parrocchia di Maria Immacolata, in frazione Gallo del comune di Petriano (Pesaro-Urbino).

Visto, *il Guardasigilli:* BOSCO
Registrato alla Corte dei conti, addì 24 aprile 1963
Atti del Governo, registro n. 168, *foglio n.* 57. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 22 marzo 1963, n. 598.

Riconoscimento della personalità giuridica della Chiesa di San Lorenzo Martire, sita nel comune di Altamura (Bari).

N. 598. Decreto del Presidente della Repubblica 22 marzo 1963, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa di San Lorenzo Martire, sita nel comune di Altamura (Bari).

Visto, *il Guardasigilli:* BOSCO
Registrato alla Corte dei conti, addì 24 aprile 1963
Atti del Governo, registro n. 168, *foglio n.* 53. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 22 marzo 1963, n. 599.

Riconoscimento della personalità giuridica della Chiesa parrocchiale della Madonna di Fatima, sita nel comune di Scicli (Ragusa).

N. 599. Decreto del Presidente della Repubblica 22 marzo 1963, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa parrocchiale della Madonna di Fatima, sita nel comune di Scicli (Ragusa).

Visto, *il Guardasigilli:* BOSCO
Registrato alla Corte dei conti, addì 24 aprile 1963
Atti del Governo, registro n. 168, *foglio n.* 52. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 22 marzo 1963, n. 600.

Riconoscimento della personalità giuridica della Chiesa ex-conventuale di Santa Lucia, sita nel comune di Matera.

N. 600. Decreto del Presidente della Repubblica 22 marzo 1963, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa ex-conventuale di Santa Lucia, sita nel comune di Matera.

Visto, *il Guardasigilli:* BOSCO
Registrato alla Corte dei conti, addì 24 aprile 1963
Atti del Governo, registro n. 168, *foglio n.* 51. — VILLA

DECRETO MINISTERIALE 26 marzo 1963.
Sostituzione di un membro della Commissione provinciale per il collocamento di Gorizia.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il decreto ministeriale 3 agosto 1962, con il quale è stata ricostituita la Commissione provinciale per il collocamento di Gorizia,

Vista la nota del direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione di Gorizia numero 2166 datata 21 febbraio 1963, con la quale viene prospettata la necessità di sostituire, perchè trasferito in altra sede, il dott. Coen Giordana Giordano, membro della citata Commissione in rappresentanza dei datori di lavoro aderenti alla Confederazione generale dell'agricoltura italiana, con il rag. Costantini Silvio;

Decreta

Articolo unico.

Il rag. Costantini Silvio è nominato membro della Commissione provinciale per il collocamento di Gorizia quale rappresentante dei datori di lavoro aderenti alla Confederazione generale dell'agricoltura in sostituzione del dott. Coen Giordana Giordano.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 26 marzo 1963

Il Ministro: BERTINELLI

(3387)

DECRETO MINISTERIALE 3 aprile 1963.
Autorizzazione alla Banca commerciale italiana, banca di interesse nazionale con sede in Milano, ad estendere le operazioni di credito agrario di esercizio al territorio di alcune Provincie e Comuni italiani.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visti il regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, convertito, con modificazioni, nella legge 5 luglio 1928, n. 1760 e le successive modificazioni e integrazioni, nonchè il regolamento per l'esecuzione del suddetto regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, approvato con decreto ministeriale 23 gennaio 1928 e le successive modificazioni e integrazioni.

Visti il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375 e le successive modificazioni e integrazioni, nonchè il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691;

Visto il proprio decreto in data 26 ottobre 1962, con il quale la Banca commerciale italiana, banca di interesse nazionale con sede in Milano, è stata autorizzata a compiere operazioni di credito agrario di esercizio, ai sensi dell'art 2 del regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, convertito nella legge 5 luglio 1928, numero 1760, con le norme ed alle condizioni dettate dallo stesso regio decreto-legge e dal relativo regolamento, nel territorio di n. 43 Province nonchè in quello del comune di Macomer, in provincia di Nuoro;

Vista la domanda presentata dalla stessa Banca;

Vista la deliberazione adottata dal Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio,

Decreta:

L'autorizzazione concessa alla Banca commerciale italiana, banca di interesse nazionale con sede in Milano, col proprio decreto in data 26 ottobre 1962, di che in premessa, è estesa al territorio delle provincie di Aosta Bergamo, Catania, Como, Frosinone, Genova, Gorizia, Grosseto, Imperia, La Spezia, Livorno, Messina, Novara, Palermo, Pescara, Ragusa, Roma, Savona, Siracusa, Terni, Torino, Trapani, Trieste e Varese, nonchè a quello dei comuni di Crema (Cremona) Carrara (Massa Carrara), Biella e Valle Mosso (Vercelli).

Oltre che nei casi previsti negli articoli 37 terzo comma e 47, terzo comma del citato regolamento, la presente autorizzazione e quella citata in premessa potranno essere revocate, con decreto del Ministero per il tesoro, sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio, qualora esse non abbiano dato luogo ad un effettivo sviluppo della speciale attività creditizia da parte della Banca commerciale italiana.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 3 aprile 1963

Il Ministro: TREMELLONI

(3432)

ORDINANZA DI SANITA' n. 2 del 10 aprile 1963.
Misure profilattiche contro il vaiuolo per le provenienze aeree e marittime dal Pakistan.

IL MINISTRO PER LA SANITÀ

Vista la dichiarazione ufficiale di epidemia di vaiuolo esistente nel Pakistan,

Visto il regolamento sanitario internazionale n. 2 della Organizzazione mondiale della sanità, di cui è stata data piena ed intera esecuzione in Italia, con legge 31 luglio 1954, n. 861;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265 e successive modifiche;

Visto il regolamento di sanità marittima, approvato con regio decreto 29 settembre 1895, n. 636 e successive modifiche;

Visto il regolamento per la polizia sanitaria della aeronavigazione, approvato con regio decreto 2 maggio 1940, n. 1045;

Ordina:

Art. 1

Le provenienze marittime ed aeree dal Pakistan sono sottoposte con decorrenza immediata alle misure quarantenarie contro il vaiuolo, previste dal regolamento sanitario internazionale n. 2 della Organizzazione mondiale della sanità, approvato e reso esecutivo per l'Italia con legge 31 luglio 1954, n. 861

Art. 2.

Gli Uffici dei medici provinciali e gli Uffici sanitari di confine sono incaricati della esecuzione della presente ordinanza, che sarà pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 10 aprile 1963

Il Ministro JERVOLINO

(3939)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DEL COMMERCIO CON L'ESTERO

Comunicato

Il Ministro per il commercio con l'estero, ai sensi del terzo comma dell'art. 13 del decreto-legge 6 giugno 1956, n. 476, comunica che l'Ufficio italiano dei cambi ha impartito istruzioni alla Banca d'Italia ed alle banche autorizzate a fungere da agenzie di questa con la seguente circolare:

A. 159 dell'8 aprile 1963 « Concessione e rimborso di prestiti e crediti nell'ambito della CEE ».

(4029)

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione al comune di Rosora ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 18 aprile 1963, il comune di Rosora (Ancona), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 12.500.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(4010)

Autorizzazione al comune di Colosimi ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 9 aprile 1963, il comune di Colosimi (Cosenza), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 6.400.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(4024)

Autorizzazione al comune di Castelfidardo ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 19 aprile 1963, il comune di Castelfidardo (Ancona), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 41.250.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(4025)

Autorizzazione al comune di Toano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 20 aprile 1963, il comune di Toano (Reggio Emilia), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 18.250.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(4027)

Autorizzazione al comune di Magliano Vetere ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 20 aprile 1963, il comune di Magliano Vetere (Salerno), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 3.425.719 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(4028)

Autorizzazione al comune di Isola del Gran Sasso d'Italia ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 20 aprile 1963, il comune di Isola del Gran Sasso d'Italia (Teramo), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 3.500.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(4026)

Autorizzazione al comune di Pizzoni ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 5 aprile 1963, il comune di Pizzoni (Catanzaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 9.957.500, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3364)

Autorizzazione al comune di Nocera Tirinese ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 5 aprile 1963, il comune di Nocera Tirinese (Catanzaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 14.410.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3366)

Autorizzazione al comune di Nardodipace ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 5 aprile 1963, il comune di Nardodipace (Catanzaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 5.520.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3367)

Autorizzazione al comune di San Pietro a Maida ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 8 aprile 1963, il comune di San Pietro a Maida (Catanzaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 9.200.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3368)

Autorizzazione al comune di San Gregorio d'Ippona ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 8 aprile 1963, il comune di San Gregorio d'Ippona (Catanzaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 12.080.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3369)

Autorizzazione al comune di Palermiti ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 5 aprile 1963, il comune di Palermiti (Catanzaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 5.260.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3371)

Autorizzazione al comune di San Nicola dell'Alto ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 8 aprile 1963, il comune di San Nicola dell'Alto (Catanzaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 17.740.251, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3370)

Autorizzazione al comune di Roccabernarda ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 5 aprile 1963, il comune di Roccabernarda (Catanzaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 7.045.221, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3372)

Autorizzazione al comune di Rocca di Neto ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 5 aprile 1963, il comune di Rocca di Neto (Catanzaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 19.826.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3373)

Autorizzazione al comune di Rombiolo ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 5 aprile 1963, il comune di Rombiolo (Catanzaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 21.170.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3374)

Autorizzazione al comune di San Floro ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 8 aprile 1963, il comune di San Floro (Catanzaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 6.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazion dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3375)

Autorizzazione al comune di Sambiase ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 8 aprile 1963, il comune di Sambiase (Catanzaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 114.809.410, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3377)

Autorizzazione al comune di Soverato ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 6 aprile 1963, il comune di Soverato (Catanzaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 107.655.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3378)

Autorizzazione al comune di San Costantino Calabro ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 8 aprile 1963, il comune di San Costantino Calabro (Catanzaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 22.160.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3376)

Autorizzazione al comune di Olivadi ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 5 aprile 1963, il comune di Olivadi (Catanzaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 7.480.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3379)

Autorizzazione al comune di Bruzzano Zeffirio ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 9 aprile 1963, il comune di Bruzzano Zeffirio (Reggio Calabria), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 15.440.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3465)

Autorizzazione al comune di Bovalino ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 9 aprile 1963, il comune di Bovalino (Reggio Calabria), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 34.150.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3466)

Autorizzazione al comune di Mottafollone ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 8 aprile 1963, il comune di Mottafollone (Cosenza), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 14.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3467)

Autorizzazione al comune di Alberobello ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 9 aprile 1963, il comune di Alberobello (Bari), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 52.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3468)

Autorizzazione al comune di Casamassima ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 9 aprile 1963, il comune di Casamassima (Bari), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 51.600.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3469)

Autorizzazione al comune di Camini ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 9 aprile 1963, il comune di Camini (Reggio Calabria), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 12.044.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3470)

Autorizzazione al comune di Cittanova ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 9 aprile 1963, il comune di Cittanova (Reggio Calabria), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 97.712.710, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3471)

Autorizzazione al comune di Casteldelci ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 8 aprile 1963, il comune di Casteldelci (Pesaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 11.460.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3472)

Autorizzazione al comune di Cartoceto ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 8 aprile 1963, il comune di Cartoceto (Pesaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 16.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3473)

Autorizzazione al comune di Sant'Onofrio ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 9 aprile 1963, il comune di Sant'Onofrio (Catanzaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 37.200.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3474)

Autorizzazione al comune di Cortino ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 8 aprile 1963, il comune di Cortino (Teramo), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 8.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3475)

Autorizzazione al comune di Mercatino Conca ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 8 aprile 1963, il comune di Mercatino Conca (Pesaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 13.870.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3476)

Autorizzazione al comune di Montecalvo in Foglia ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 8 aprile 1963, il comune di Montecalvo in Foglia (Pesaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 8.990.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3479)

Autorizzazione al comune di Mombaroccio ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 8 aprile 1963, il comune di Mombaroccio (Pesaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 16.650.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3477)

Autorizzazione al comune di Mondavio ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 8 aprile 1963, il comune di Mondavio (Pesaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 29.400.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3478)

Autorizzazione al comune di Montecerignone ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 8 aprile 1963, il comune di Montecerignone (Pesaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 12.200.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3480)

Autorizzazione al comune di Monteciccardo ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 8 aprile 1963, il comune di Monteciccardo (Pesaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 20.250.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3481)

Autorizzazione al comune di Mondolfo ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 8 aprile 1963, il comune di Mondolfo (Pesaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 41.150.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3482)

Autorizzazione al comune di Altilia ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 8 aprile 1963, il comune di Altilia (Cosenza), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 7.075.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3483)

Autorizzazione al comune di Aieta ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 8 aprile 1963, il comune di Aieta (Cosenza), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 2.620.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3484)

Autorizzazione al comune di Aiello Calabro ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 8 aprile 1963, il comune di Aiello Calabro (Cosenza), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 13.900.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3485)

Autorizzazione al comune di Montelabbate ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 8 aprile 1963, il comune di Montelabbate (Pesaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 21.700.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3486)

Autorizzazione al comune di Benestare ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 9 aprile 1963, il comune di Benestare (Reggio Calabria), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 20.100.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3487)

Autorizzazione al comune di Bivongi ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 9 aprile 1963, il comune di Bivongi (Reggio Calabria), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 22.050.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3488)

Autorizzazione al comune di Bova ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 9 aprile 1963, il comune di Bova (Reggio Calabria), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 35.400.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3489)

Autorizzazione al comune di Bianco ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 9 aprile 1963, il comune di Bianco (Reggio Calabria), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 33.950.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3490)

Autorizzazione al comune di Bagnara Calabra ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 9 aprile 1963, il comune di Bagnara Calabra (Reggio Calabria), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 81.175.862, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3491)

Autorizzazione al comune di Candidoni ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 9 aprile 1963, il comune di Candidoni (Reggio Calabria), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 9.685.090, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3492)

Autorizzazione al comune di Ciminà ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 9 aprile 1963, il comune di Ciminà (Reggio Calabria), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 12.720.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3493)

Autorizzazione al comune di Cinquefrondi ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 9 aprile 1963, il comune di Cinquefrondi (Reggio Calabria), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 25.825.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3494)

Autorizzazione al comune di Caulonia ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 9 aprile 1963, il comune di Caulonia (Reggio Calabria), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 74.500.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3495)

Autorizzazione al comune di Careri ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 9 aprile 1963, il comune di Careri (Reggio Calabria), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 13.147.900, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3496)

Autorizzazione al comune di Montecopiolo ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 8 aprile 1963, il comune di Montecopiolo (Pesaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 7.900.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3497)

Autorizzazione al comune di Acqualagna ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 8 aprile 1963, il comune di Acqualagna (Pesaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 27.650.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3498)

Autorizzazione al comune di Apecchio ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 8 aprile 1963, il comune di Apecchio (Pesaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 24.150.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3499)

Autorizzazione al comune di Auditore ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 8 aprile 1963, il comune di Auditore (Pesaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 19.300.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3500)

Autorizzazione al comune di Barchi ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 8 aprile 1963, il comune di Barchi (Pesaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 18.200.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3501)

Autorizzazione al comune di Borgo Pace ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 8 aprile 1963, il comune di Borgo Pace (Pesaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 14.400.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3503)

Autorizzazione al comune di Cagli ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 8 aprile 1963, il comune di Cagli (Pesaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 82.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3504)

Autorizzazione al comune di Cantiano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 8 aprile 1963, il comune di Cantiano (Pesaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 24.400.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3505)

Autorizzazione al comune di Belforte all'Isauro ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 8 aprile 1963, il comune di Belforte all'Isauro (Pesaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 6.140.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3502)

Autorizzazione al comune di Carpegna ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 8 aprile 1963, il comune di Carpegna (Pesaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 10.480.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3506)

Autorizzazione al comune di Montegrimano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 8 aprile 1963, il comune di Montegrimano (Pesaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 18.580.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3507)

Autorizzazione al comune di Montefelcino ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 8 aprile 1963, il comune di Montefelcino (Pesaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 34.650.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3508)

Autorizzazione al comune di Cosoleto ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 9 aprile 1963, il comune di Cosoleto (Reggio Calabria), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 15.782.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3509)

Autorizzazione al comune di Condofuri ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 9 aprile 1963, il comune di Condofuri (Reggio Calabria), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 22.900.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3510)

Autorizzazione al comune di Monte Porzio ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 8 aprile 1963, il comune di Monte Porzio (Pesaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 16.320.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3512)

Autorizzazione al comune di Montemaggiore al Metauro ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 8 aprile 1963, il comune di Montemaggiore al Metauro (Pesaro), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 10.930.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3511)

Autorizzazione al comune di Grimaldi ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 9 aprile 1963, il comune di Grimaldi (Cosenza), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 15.200.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3513)

Autorizzazione al comune di Palo del Colle ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 10 aprile 1963, il comune di Palo del Colle (Bari), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 78.500.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3514)

Autorizzazione al comune di Giurdignano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 4 aprile 1963, il comune di Giurdignano (Lecce), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 5.100.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3515)

Autorizzazione al comune di Cardeto ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 9 aprile 1963, il comune di Cardeto (Reggio Calabria), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 20.683.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3517)

Autorizzazione al comune di Patrica ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 9 aprile 1963, il comune di Patrica (Frosinone), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 4.190.000 per la copertura del disavanzo la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3518)

Autorizzazione al comune di Pastena ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 9 aprile 1963, il comune di Pastena (Frosinone), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 3.650.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3519)

Autorizzazione al comune di Paliano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 9 aprile 1963, il comune di Paliano (Frosinone), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 10.390.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3520)

Autorizzazione al comune di Morolo ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 9 aprile 1963, il comune di Morolo (Frosinone), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 2.820.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3521)

Autorizzazione al comune di Esperia ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 9 aprile 1963, il comune di Esperia (Frosinone), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 11.900.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3522)

Autorizzazione al comune di Gallinaro ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 9 aprile 1963, il comune di Gallinaro (Frosinone), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 2.340.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3523)

Autorizzazione al comune di Giuliano di Roma ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 9 aprile 1963, il comune di Giuliano di Roma (Frosinone), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 4.640.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3524)

Autorizzazione al comune di Colfelice ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 9 aprile 1963, il comune di Colfelice (Frosinone), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 6.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3525)

Autorizzazione al comune di Collepardo ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 9 aprile 1963, il comune di Collepardo (Frosinone), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 7.000.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3526)

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione al comune di Colle San Magno ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1962

Con decreto ministeriale in data 9 aprile 1963, il comune di Colle San Magno (Frosinone), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 5.430.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1962, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3527)

Autorizzazione al comune di Cutrofiano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1963

Con decreto ministeriale in data 8 aprile 1963, il comune di Cutrofiano (Lecce), viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 26.500.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1963, e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(3516)

Avviso di rettifica

A rettifica della pubblicazione riportata a pag. 1836 della *Gazzetta Ufficiale* n. 93 del 6 aprile 1963, si chiarisce che il mutuo di L. 9.100.000 a pareggio del bilancio 1962 deve intendersi autorizzato a favore del comune di Portoscuso (Cagliari), anzichè di quello di Portoscuro (Cagliari).

(3909)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

RIFORMA FONDIARIA

Determinazione di indennità dovute per terreni espropriati in applicazione delle leggi di riforma fondiaria. (Rettifica).

Ente Puglia e Lucania

Nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana in data 10 aprile 1963, n. 97, alla pagina 1929, colonna 1ª, rigo 7° dell'avviso di determinazione di indennità di esproprio, in luogo di « . . ditta IARAPPINO Pietro fu Tommaso . . . », leggasi « . . . ditta IARRAPINO Pietro fu Tommaso . . . ».

(3914)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Avviso di rettifica

Nel decreto ministeriale 23 marzo 1963, « delimitazione a' sensi dell'art. 1 della legge 21 luglio 1960, n. 739, e dell'art. 1 della legge 25 gennaio 1962, n. 11, delle zone della provincia di Agrigento nelle quali le aziende agricole hanno sofferto danni nelle strutture fondiarie e nelle scorte per effetto di eccezionali calamità naturali o di eccezionali avversità atmosferiche », pubblicato sulla *Gazzetta Ufficiale* 8 aprile 1963, n. 95, pagina 1868, seconda colonna, ove è scritto « comune di Agrigento, per le contrade ... Cipolluzzo ... », deve leggersi « comune di Agrigento, per le contrade ... Cipolluzze ... ».

(3913)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 83

Corso dei cambi del 2 maggio 1963 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	620,75	620,62	620,65	620,655	620,60	620,63	620,65	620,70	620,66	620,62
$ Can.	576,73	576,60	576,50	576,625	575,50	576,50	576,70	576,55	576,50	576,40
Fr. Sv.	143,37	143,375	143,36	143,38	143,35	143,37	143,37	143,40	143,36	143,37
Kr. D.	90,02	89,93	89,95	89,96	89,90	89,92	89,95	90 —	89,99	89,95
Kr. N.	86,93	86,88	86,93	86,91	86,95	86,90	86,88	86,95	86,91	86,90
Kr. Sv.	119,48	119,495	119,59	119,515	119,45	119,47	119,505	119,50	119,48	119,46
Fol.	172,75	172,71	172,715	172,7425	172,75	172,77	172,74	172,75	172,78	172,75
Fr. B.	12,45	12,454	12,4575	12,4570	12,45	12,45	12,455	12,45	12,45	12,46
Franco francese	126,69	126,66	126,68	126,6725	126,70	126,66	126,665	126,70	126,67	126,67
Lst.	1738,50	1737,75	1737,80	1737,85	1737,70	1737,85	1737,70	1738,10	1738 —	1737,75
Dm. occ.	155,51	155,52	155,545	155,545	155,45	155,51	155,52	155,50	155,53	155,53
Scell. Austr.	24,03	24,02	24,01	24,0225	24 —	24,02	24,02	24,05	24,02	24,02
Escudo Port.	21,68	21,67	21,72	21,68	21,70	21,68	21,6675	21,70	21,68	21,68

Media dei titoli del 2 maggio 1963

Rendita 5 % 1935	109,125
Redimibile 3,50 % 1934	93,175
Id 3,50 % (Ricostruzione)	89,175
Id 5 % (Ricostruzione)	100,40
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	99,625
Id 5 % (Città di Trieste)	100,575
Id. 5 % (Beni Esteri)	99,65
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1964)	100,425
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1965)	101,60
Id. 5 % (» 1° aprile 1966)	102,425
Id. 5 % (» 1° gennaio 1968)	102,125
Id. 5 % (» 1° aprile 1969)	102,15
Id. 5 % (» 1° gennaio 1970)	103,40
Id. 5 % (» 1° gennaio 1971)	103,475
B. T. Poliennali 5 % (» 1° ottobre 1966)	101,90

Il Contabile del Portafoglio dello Stato: ZODDA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 2 maggio 1963

1 Dollaro USA	620,652
1 Dollaro canadese	576,662
1 Franco svizzero	143,375
1 Corona danese	89,955
1 Corona norvegese	86,895
1 Corona svedese	119,51
1 Fiorino olandese	172,741
1 Franco belga	12,456
1 Franco francese	126,669
1 Lira sterlina	1737,775
1 Marco germanico	155,532
1 Scellino austriaco	24,021
1 Escudo Port.	21,674

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DELLA DIFESA - ESERCITO

Concorsi per l'ammissione di allievi al primo anno del 20° corso dell'Accademia militare di Modena

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Vista la legge 9 maggio 1940, n. 368, concernente l'ordinamento dello Esercito;

Visto il testo unico delle disposizioni sul reclutamento degli ufficiali dell'Esercito, approvato con regio decreto 14 marzo 1938, n. 596, e successive modificazioni;

Visto il testo unico delle leggi sul reclutamento dell'Esercito, approvato con regio decreto 24 febbraio 1938, n. 329;

Visto il regio decreto 9 luglio 1936, n. 1546, concernente l'ordinamento degli istituti militari;

Vista la legge 9 giugno 1950, n. 449, concernente norme sull'ammissione all'Accademia militare e varianti al testo unico delle disposizioni sul reclutamento degli ufficiali dell'Esercito;

Vista la legge 10 ottobre 1950, n. 877, concernente il trattamento economico degli allievi delle Accademie militari per l'Esercito, per la Marina e l'Aeronautica;

Vista la legge 9 marzo 1961, n. 202, concernente varianti al testo unico delle disposizioni sul reclutamento degli ufficiali dell'Esercito, approvato con regio decreto 14 marzo 1938, n. 596, e successive modificazioni, nonchè alla legge 9 giugno 1950, n. 449;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 20 giugno 1956, n 950, concernente l'ordinamento delle scuole militari;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 365, concernente l'Opera nazionale per gli orfani di guerra;

Visto il regio decreto-legge 5 luglio 1934, n. 1176, concernente la graduatoria dei titoli di preferenza per l'ammissione ai pubblici impieghi;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 31 gennaio 1953, n. 57, concernente la elevazione del limite massimo di età per l'ammissione alla Accademia militare dei sottufficiali dell'arma dei carabinieri;

Vista la legge 15 luglio 1950, n. 539, concernente l'applicabilità ai mutilati ed invalidi per servizio ed ai congiunti dei caduti per servizio dei benefici spettanti ai mutilati ed invalidi di guerra ed ai congiunti dei caduti in guerra;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686, che detta norme di esecuzione del testo unico delle disposizioni sullo statuto degli impiegati civili dello Stato;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1957, n. 678, concernente nuove norme sulle documentazioni e sulla legalizzazione di firme;

Visto il decreto ministeriale 27 febbraio 1962, concernente delega di firma ai Sottosegretari di Stato per la difesa:

Decreta:

Art. 1.

Sono indetti i seguenti concorsi per esame o per titoli ed esami per l'ammissione di allievi al primo anno del 20° corso dell'Accademia militare di Modena:

a) concorso riservato agli allievi della Scuola militare ed ai giovani licenziati dagli istituti civili d'istruzione, per 245 posti (dei quali 16 per il servizio automobilistico e 13 per il servizio di commissariato ruolo commissari);

b) concorso riservato ai sottufficiali per centoquaranta posti (dei quali sette per il servizio automobilistico e sei per il servizio di commissariato ruolo commissari).

Poichè i sottufficiali dei carabinieri che aspirano alla nomina a sottotenente dell'Arma propria, devono frequentare il biennio di accademia insieme a tutti gli altri allievi, il numero dei posti messi a concorso con la lettera *b*), comprende già l'aliquota di venticinque posti che, al termine del biennio stesso dovrà essere devoluta all'Arma dei carabinieri, in base ai criteri di cui agli articoli dal 23 al 29.

Art. 2.

I posti che rimanessero disponibili dopo effettuate le ammissioni di cui alla lettera *b)* del precedente articolo, saranno devoluti, ad eccezione dell'aliquota riservata ai sottufficiali dell'Arma dei carabinieri, ai candidati di cui alla lettera *a)* e viceversa.

Art. 3.

I corsi hanno la durata di due anni accademici, eccetto quello di commissariato (ruolo commissari) che ha la durata di un anno.

Tutti i corsi avranno inizio il 26 ottobre 1963 presso la Accademia militare di Modena.

Fino al 19 dicembre 1963 le ammissioni all'Accademia dei vincitori del concorso s'intendono effettuate in prova.

Gli allievi che al termine di detto periodo di tirocinio non avranno dimostrato di possedere le attitudini necessarie per seguire i corsi della Accademia, saranno rinviati dall'Istituto.

Il corso biennale, fatta eccezione per gli ammessi al corso per il servizio automobilistico, sarà unico per tutti gli allievi.

Al termine del corso gli allievi idonei saranno nominati sottotenenti in servizio permanente nell'Esercito ed assegnati all'Arma dei carabinieri (limitatamente ai provenienti da detta Arma quali sottufficiali), alla fanteria, alla cavalleria, all'artiglieria o al genio, a seconda delle esigenze organiche e, nel limite del possibile, dell'attitudine dimostrata dei risultati ottenuti negli studi ed infine dei loro desiderata.

Gli allievi dei corsi automobilistico e di commissariato, semprechè idonei, saranno nominati sottotenenti in servizio permanente nel servizio da essi frequentato.

Gli studi del biennio di Accademia (corsi delle varie armi e del servizio automobilistico) e del 1° anno del corso ordinario delle Scuole di applicazione dell'Esercito sono equiparati, ai sensi della legge 22 maggio 1959, n. 397, al biennio propedeutico di ingegneria.

CONCORSO RISERVATO AGLI ALLIEVI DELLA SCUOLA MILITARE ED AI GIOVANI LICENZIATI DAGLI ISTITUTI CIVILI DI ISTRUZIONE

Disposizioni riflettenti gli allievi della Scuola militare

Art. 4.

Saranno ammessi all'Accademia militare con precedenza sugli altri aspiranti, fino alla concorrenza della metà dei posti messi a concorso, gli allievi della Scuola militare che:

a) abbiano riportato giudizio di idoneità alla vita militare;

b) siano stati riconosciuti idonei nella visita medica di cui all'art. 6;

c) siano risultati idonei nell'accertamento psicologico di cui all'art. 7;

d) abbiano conseguito nella prima o nella seconda sessione di esami del 1963 il diploma di maturità classica o scientifica;

e) siano risultati idonei nell'esame orale di matematica;

f) siano celibi.

Art. 5.

Le domande di ammissione al concorso, redatte su carta da bollo da L. 200, dovranno essere indirizzate al comando dell'Accademia militare di Modena.

Esse dovranno essere presentate al comandante della Scuola militare entro e non oltre il 20 maggio 1963.

Art. 6.

La visita medica di cui all'art. 4, lettera *b*), alla quale dovranno essere sottoposti tutti indistintamente i candidati agli esami di maturità nel corrente anno scolastico, sarà effettuata da una Commissione, che si recherà presso la Scuola militare, costituita da un generale medico, presidente, e da due membri, uno dei quali sarà il dirigente del servizio sanitario dell'Accademia e l'altro un ufficiale medico superiore.

I giudizi della Commissione sono definitivi.

In conseguenza gli allievi dichiarati non idonei saranno eliminati dal concorso.

Art. 7.

Gli allievi riconosciuti idonei alla visita medica verranno sottoposti ad un accertamento psicologico consistente nello svolgimento di prove intese a valutare il livello intellettuale e le qualità attitudinali e caratterologiche della loro personalità.

Il giudizio di idoneità o di non idoneità riportato nel predetto accertamento è definitivo. Gli allievi giudicati non idonei saranno pertanto eliminati dal concorso.

Art. 8.

L'esame orale di matematica di cui all'art. 4, lettera *e*), sarà sostenuto, presso la Scuola militare, con le modalità ed in base al programma di cui all'allegato n. 3.

Gli allievi che avranno riportato una votazione inferiore al 18/30 saranno eliminati dal concorso.

Disposizioni riflettenti i licenziati dagli istituti civili di istruzione

Art. 9.

Possono partecipare al concorso i cittadini italiani che:

a) siano riconosciuti fisicamente idonei in seguito ad appositi accertamenti e che, all'atto della visita medica preliminare, abbiano fra l'altro: statura non inferiore ai seguenti limiti minimi:

per i giovani compresi tra il 17° ed il 18° anno di età: m. 1,62 se aspiranti alle varie armi; m. 1,60 se aspiranti ai servizi;

per i giovani compresi tra il 18° e il 20° anno di età: m. 1,63 se aspiranti alle varie armi; m. 1,61 se aspiranti ai servizi;

per i giovani compresi tra il 20° ed il 22° anno di età: m. 1,64 se aspiranti alle varie armi; m. 1,62 se aspiranti ai servizi;

visus pari a 10/10 in ciascun occhio, corretto l'eventuale vizio di refrazione che non dovrà, in ogni caso, superare i seguenti limiti massimi:

1) *miopia e ipermetropia*: quattro diottrie in ciascun occhio se aspiranti alle varie armi; cinque diottrie se aspiranti ai servizi;

2) *astigmatismo regolare* (miopico e ipermetropico): quattro diottrie in uno degli assi principali, se aspiranti alle varie armi; cinque diottrie se aspiranti ai servizi;

3) *astigmatismo misto*: quattro diottrie quale somma dell'astigmatismo miopico e ipermetropico, se aspiranti alle varie armi; cinque diottrie se aspiranti ai servizi;

b) siano celibi o vedovi senza prole;

c) abbiano, se minorenni non ancora arruolati di leva, il consenso del genitore esercente la patria potestà o del legale rappresentante per contrarre l'arruolamento volontario nell'Esercito;

d) non siano stati espulsi da istituti di istruzione o di educazione dello Stato o da una delle Accademie (per l'Esercito, per la Marina o per l'Aeronautica);

e) abbiano sempre tenuto regolare condotta civile e morale;

f) abbiano compiuto, al 31 dicembre 1963 il 17° anno di età e non superato il 22° al 31 ottobre 1963. Per i candidati al corso dei commissari il limite massimo di età è di 26 anni, da non superarsi alla data di pubblicazione del presente bando;

g) posseggano o siano in grado di conseguire nella prima o seconda sessione di esami del 1963 uno dei seguenti titoli di studio:

diploma di maturità classica;

diploma di maturità scientifica;

diploma di abilitazione, rilasciato dagli istituti tecnici commerciali, industriali, agrari, nautici e per geometri.

Gli aspiranti al corso di commissariato (ruolo ufficiali commissari) all'atto della presentazione della domanda di concorso devono essere già in possesso di una delle seguenti lauree:

in giurisprudenza;
in scienze politiche;
in economia e commercio;
in scienze economiche marittime;
in scienze coloniali;
in chimica industriale;
in ingegneria industriale;
in scienze agrarie.

L'ammissione dei giovani che abbiano conseguito il titolo di studio all'estero è subordinata al riconoscimento, da parte del Ministero della pubblica istruzione, della equipollenza del titolo stesso ad uno dei titoli sopra elencati.

All'uopo gli interessati avranno cura di munire detti titoli delle prescritte dichiarazioni degli agenti diplomatici e consolari e di allegare i programmi degli studi compiuti.

Art. 10.

Le richieste di ammissione al concorso devono essere rivolte al comando dell'Accademia militare di Modena mediante domanda in carta semplice.

Detta domanda « provvisoria » firmata dall'aspirante e vistata dal padre o da chi esercita la patria potestà, qualora l'aspirante stesso sia minorenne e non rivesta la qualità di militare alle armi o arruolato di leva, deve essere presentata o fatta pervenire entro il 15 giugno 1963:

a) al comandante del Corpo, se trattasi di militare alle armi;

b) al comandante del distretto militare di residenza, se trattasi di giovani non ancora arruolati o di militari di truppa in congedo, o di ufficiali di complemento in congedo;

c) alle ambasciate, legazioni o consolati generali equiparati a legazioni, se trattasi di cittadini italiani residenti all'estero.

L'ente designato a ricevere la domanda ha l'obbligo di munirla della data di presentazione.

Art. 11.

La domanda, conforme all'allegato n. 1, dovrà contenere le seguenti indicazioni:

a) cognome, nome, data e luogo di nascita del concorrente;

b) esplicita dichiarazione del titolo di studio posseduto o che presume di conseguire nella prima o nella seconda sessione del corrente anno scolastico;

c) corso prescelto (varie armi, senza specificare alcuna arma, automobilistico, commissari);

d) indirizzo esatto del concorrente. Ogni variazione dell'indirizzo dovrà essere segnalata direttamente e nel modo più celere al comando dell'Accademia militare di Modena. Questa tuttavia non assume alcuna responsabilità circa possibili disguidi derivanti da errate, mancate o tardive segnalazioni di varianti di recapito.

Art. 12.

Entro il termine improrogabile del 25 luglio 1963, i candidati dovranno far pervenire, direttamente al comando dell'Accademia militare, la domanda definitiva di ammissione al concorso, redatta su carta bollata da L. 200, conforme all'allegato n. 2 per i giovani minorenni o all'allegato n. 2-*bis* per i giovani maggiorenni e per i minorenni già alle armi o arruolati di leva.

Art. 13.

Alla domanda definitiva dovranno essere allegati o trasmessi entro il 24 ottobre 1963:

a) titolo di studio originale o copia autentica su carta da bollo da L. 200.

Qualora il diploma non sia stato ancora rilasciato, è consentito presentare provvisoriamente un certificato in carta bollata da L. 200, rilasciato dall'istituto in cui il titolo di studio è stato conseguito, nel quale devono anche risultare le votazioni riportate nelle singole materie. In tal caso il diploma originale (o la copia autentica di esso) potrà essere prodotto entro il 31 dicembre 1963.

In caso di smarrimento o distruzione del predetto diploma il candidato dovrà presentare il relativo duplicato, rilasciato ai sensi dell'art. 50 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, oppure un certificato dal quale risulti che è in corso la procedura per il rilascio del duplicato medesimo.

Le firme dei capi delle scuole parificate o legalmente riconosciute sui diplomi originali o sui certificati di studi conseguiti presso istituti fuori della provincia di Roma saranno legalizzate dal provveditore agli studi;

b) estratto dell'atto di nascita (non certificato) su carta da bollo da L. 200 rilasciato dal Comune di origine;

c) certificato di stato civile libero (carta bollata da L. 200) rilasciato dall'ufficio dello stato civile;

d) certificato generale del casellario giudiziale (carta bollata da L. 200), rilasciato dal segretario della procura della Repubblica;

e) certificato di cittadinanza italiana (carta bollata da L. 200), rilasciato dal Comune di origine o di residenza;

f) atto di assenso (carta bollata da L. 200) del genitore esercente la patria potestà o del legale rappresentante per contrarre l'arruolamento volontario nell'Esercito, qualora il concorrente sia minorenne non ancora arruolato (Quest'atto, di data non anteriore a quella del presente bando, deve essere redatto dal sindaco);

g) certificato (carta bollata da L. 200) per gli orfani dei caduti in guerra comprovante tale loro qualità, rilasciato dal presidente del Comitato provinciale degli orfani di guerra presso cui il candidato è iscritto;

h) copia autentica del decreto concessivo della pensione privilegiata ordinaria, oppure apposita dichiarazione, in carta da bollo da L. 200, rilasciata dal competente Ministero, per gli orfani dei caduti per servizio;

i) dichiarazione (carta bollata da L. 200), da rilasciarsi dai concorrenti che rivestano il grado di ufficiale di complemento per ottenere la cancellazione dai ruoli a mente del-

l'art. 70, n. 3 (lettera *b*) della legge 10 aprile 1954, n. 113. La cancellazione avrà effetto dalla data di ammissione in Accademia. Sarà provveduto alla reintegrazione nel grado qualora il concorrente non conseguisse la nomina ad ufficiale in s.p.e.;

l) fotografia recente (in formato visita 4 x 6) del candidato con l'indicazione leggibile, del nome e cognome;

m) per i candidati al corso di commissariato (ruolo commissari), tutti quei documenti che ritenessero utili ai fini della loro iscrizione nella graduatoria di merito, conformemente a quanto è specificato nel successivo art. 23.

Il requisito della buona condotta morale e civile sarà accertato d'ufficio a norma dell'art. 2 del decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686.

I certificati di cui alle lettere *c*), *d*) ed *e*) dovranno essere di data non anteriore di tre mesi a quella del presente bando.

Non è ammesso fare riferimento a documenti presentati ad altre Amministrazioni dello Stato ovvero all'Amministrazione della difesa-Esercito per altri concorsi.

Per i casi di forza maggiore il Ministero si riserva la facoltà di ammettere altri documenti o di prescrivere atti notori in sostituzione di quelli previsti dal presente bando.

Art. 14.

Alle visite mediche ed agli esami i candidati dovranno esibire la carta d'identità od altro documento di riconoscimento rilasciato da una Amministrazione dello Stato.

Art. 15.

Il Ministro può negare la partecipazione al concorso dei candidati che a suo giudizio non ritenesse di dover ammetter a far parte dell'Accademia.

Art. 16.

I candidati saranno sottoposti da una visita medica intesa ad accertare la loro idoneità fisica all'ammissione all'Accademia.

Detta visita sarà compiuta, nel giorno che sarà comunicato agli interessati con lettera raccomandata, da due Commissioni mediche che espleteranno le loro funzioni, rispettivamente, presso l'Ospedale militare di Padova, per i candidati il cui distretto (o Corpo di appartenenza, se alle armi) sia compreso nelle circoscrizioni del I e V Comando militare territoriale, e presso l'Ospedale militare di Roma per i candidati del VII, VIII, X e XI Comando militare territoriale.

Le due Commissioni saranno costituite da un presidente — nella persona del direttore di sanità, rispettivamente, di Padova e di Roma — e da due membri, uno dei quali sarà il dirigente sanitario dell'Accademia e l'altro da un ufficiale medico superiore in servizio presso l'ospedale in cui si svolgeranno gli accertamenti.

Per i giovani residenti all'estero la visita medica sarà passata da due sanitari di fiducia delle ambasciate, legazioni o consolati generali equiparati a legazione, presso le sedi di tali rappresentanze (spese a carico dei concorrenti).

Il giudizio di idoneità o meno sarà comunicato ai concorrenti seduta stante.

I giovani dichiarati non idonei che non chiederanno, all'atto di tale comunicazione, di essere sottoposti a nuovi accertamenti, saranno senz'altro eliminati dal concorso.

Art. 17.

I candidati fisicamente non idonei, che abbiano chiesto, ai sensi del precedente articolo, nuovi accertamenti, nonchè i candidati dichiarati idonei che alleghino infermità sopravvenute e quelli risultati idonei in sede di visita all'estero, saranno sottoposti ad una ulteriore visita presso la sede dell'Accademia militare da parte di una Commissione costituita da un generale medico, presidente, e da due membri, uno dei quali sarà il dirigente del servizio sanitario dell'Accademia e l'altro un ufficiale medico superiore.

L'esito di detta visita è definito ed in conseguenza i giovani dichiarati non idonei saranno eliminati dal concorso.

Art. 18.

I candidati risultati idonei in sede di visita medica verranno sottoposti presso l'Accademia militare, prima dell'esame orale di cui al succesivo art. 19, ad un accertamento psicologico analogo a quello previsto dall'art. 7 per gli allievi della Scuola militare.

Il giudizio di idoneità o di non idoneità riportato nel predetto accertamento è definitivo. I candidati giudicati non idonei saranno pertanto eliminati dal concorso.

Art. 19

Gli esami di concorso consisteranno nelle seguenti prove:

a) *per gli aspiranti ai vari corsi* (escluso quello di commissariato - ruolo commissari):

un esame scritto di cultura generale,

un esame orale di matematica;

b) *per gli aspiranti al corso di commissariato* (ruolo commissari):

un esame scritto su di una delle seguenti discipline: diritto pubblico, diritto privato, economia politica, scienza delle finanze, geografia economica;

un esame orale sulle stesse discipline elencate per l'esame scritto.

Art. 20.

Con successivo decreto ministeriale sarà provveduto alla costituzione della Commissione esaminatrice.

Art. 21.

Gli esami scritti avranno luogo il mattino del 10 dicembre 1963, alle ore 8,30, presso le sedi dei Comandi militari territoriali, Comando militare della Sardegna per i concorrenti ivi residenti e, presso le ambasciate, legazioni o consolati generali equiparati a legazioni, per i concorrenti residenti all'estero.

L'accertamento psicologico di cui al precedente art. 18 e gli esami orali avranno luogo presso la sede dell'Accademia militare in Modena a decorrere dal 1° ottobre 1963.

I programmi degli esami orali sono riportati nell'allegato n. 3 al presente bando.

Saranno ammessi agli esami orali i candidati che avranno superato l'esame scritto e siano risultati idonei in sede di visita medica e nell'accertamento psicologico.

Saranno dichiarati idonei i candidati che in ciascuna prova di esame (scritta e orale) avranno riportato una votazione non inferiore a 18/30.

Art. 22.

All'atto dell'ammissione i giovani dovranno contrarre la ferma volontaria di due anni a norma dell'art. 134 del testo unico delle leggi sul reclutamento dell'Esercito, sia nel caso siano stati già arruolati dai Consigli di leva, sia in caso contrario e semprechè non provengano dalla Scuola militare della Nunziatella, con ferma contratta in base all'articolo 107 del citato testo unico.

Graduatorie di ammissione

Art. 23.

Gli allievi della Scuola militare in possesso dei prescritti requisiti ed i candidati licenziati dagli istituti civili di istruzione, dichiarati idonei agli esami di concorso, saranno ammessi ai vari corsi nel limite dei posti disponibili e nell'ordine di successione risultante da apposite graduatorie nelle quali saranno iscritti in base ai seguenti criteri:

a) *per le varie armi e il servizio automobilistico*:

1) *allievi della Scuola militare* (con precedenza sugli altri aspiranti, fino alla concorrenza della metà dei posti messi a concorso) in base al voto riportato nell'esame orale di matematica.

A parità di merito avranno la precedenza gli orfani di guerra od equiparati e, successivamente, i più anziani di età;

2) *candidati licenziati dagli istituti civili d'istruzione*, in base alla media dei voti riportati negli esami di concorso.

A parità di media avranno la precedenza, nell'ordine, le categorie indicate nell'art. 1 del regio decreto-legge 5 luglio 1934, n. 1176, concernente la graduatoria dei titoli di preferenza per l'ammissione ai pubblici impieghi;

b) *per i servizi di commissariato* (*ruolo commissari*): in base alla media dei voti riportati negli esami di concorso, maggiorata dal punto di valutazione dei titoli prodotti.

I titoli da valutarsi sono: il possesso di più di una laurea, la votazione riportata nei titoli accademici; il titolo di procuratore legale per i laureati in giurisprudenza. Per la valutazione complessiva dei detti titoli — che sarà fatta dalla stessa Commissione esaminatrice — ogni componente

della Commissione disporrà di 30 punti: la somma dei punti assegnati da ciascun componente divisa per il numero degli stessi costituirà il punto di valutazione dei titoli.

A parità di merito saranno osservate le preferenze stabilite nel cennato art. 1 del regio decreto-legge 5 luglio 1934, n. 1176.

CONCORSO RISERVATO AI SOTTUFFICIALI

Art. 24.

Nell'espletamento del concorso di cui all'art. 1, lettera *b*), si osserveranno, per quanto ha tratto all'ammissibilità al concorso, alle visite mediche, all'accertamento psicologico, agli esami di concorso, nonchè alla formazione delle graduatorie, le modalità, i termini e le condizioni tutte, ad eccezione di quelle di cui all'art. 9, lettera *b*), ed all'art. 22 stabilite per i concorrenti licenziati dagli Istituti civili d'istruzione, in quanto non risultino modificate dalle disposizioni di cui ai seguenti articoli.

Art. 25.

Il concorso è riservato ai sottufficiali dell'Arma dei carabinieri, fanteria, cavalleria, artiglieria, genio, del servizio automobilistico e della sussistenza, che riuniscano i seguenti requisiti:

a) posseggano o siano in grado di conseguire nella prima o nella seconda sessione di esami del 1963 uno dei titoli di studio di cui alla lettera *a*) dell'art. 9 in relazione al corso al quale aspirano;

b) abbiano non meno di due anni di servizio da sottufficiale al 16 agosto 1963;

c) non abbiano superato il 24° anno di età (il 27° per i sottufficiali dei carabinieri) alla data del presente bando, se aspiranti alle varie armi od al servizio automobilistico; il 27° anno di età, alla stessa data, se aspiranti al commissariato (ruolo commissari);

d) siano riconosciuti in possesso della dovuta idoneità fisica ed abbiano statura non inferiore a m. 1,64 (m. 1,62 per i candidati ai corsi dei servizi);

e) siano riconosciuti meritevoli di partecipare al concorso per qualità morali ed intellettuali, per cultura, per i precedenti di servizio ed eventuali benemerenze di guerra.

Art. 26.

I sottufficiali di fanteria, cavalleria, artiglieria e genio possono partecipare al concorso per le varie Armi.

I sottufficiali dei carabinieri aspiranti alla nomina a sottotenente in servizio permanente nell'Arma propria devono partecipare al concorso per le varie Armi.

I sottufficiali del servizio automobilistico possono partecipare al concorso per detto servizio.

Per il servizio di commissariato (ruolo commissari) possono concorrere i sottufficiali di tutte le Armi compresa quella dei carabinieri) e servizi.

Art. 27.

Sono esclusi dalla partecipazione al concorso i sottufficiali che siano stati dichiarati non idonei all'avanzamento o vi abbiano rinunciato e coloro che avendo già frequentato un corso di studio presso l'Accademia ne siano stati rinviati per insuccesso negli studi o per motivi disciplinari.

Art. 28.

I sottufficiali che aspirano a partecipare al concorso dovranno inoltrare una domanda « provvisoria » (in carta semplice) entro il 15 giugno 1963 e la domanda definitiva, su carta bollata da L. 200, al proprio comandante di Corpo, entro il 16 agosto 1963.

Nelle domande, oltre alla dichiarazione del titolo di studio posseduto, dovranno dichiarare di rinunciare al grado rivestito, per conseguire l'ammissione in qualità di allievo.

Ciascun aspirante dovrà unire alla domanda definitiva o trasmettere entro il 24 ottobre 1963:

a) il titolo di studio, con le modalità indicate nella lettera *a*) del precedente art. 13;

b) l'estratto dell'atto di nascita ~~(carta bollata da L. 200)~~.

c) una fotografia conforme alle prescrizioni della lettera *l*) del predetto art. 13;

d) tutti quegli altri documenti che i candidati al corso di commissariato (ruolo commissari), ritenessero utili produrre ai fini della loro iscrizione nella gradualità di merito.

Art. 29.

Le graduatorie determineranno l'ordine secondo il quale i singoli candidati saranno ammessi all'Accademia fino alla concorrenza del numero dei posti disponibili per ciascun corso.

Art. 30.

I sottufficiali ammessi all'Accademia militare sono cancellati dai ruoli per assumere la qualità di allievi.

Qualora debbano, successivamente, cessare dalla qualità di allievi dei corsi, essi sono reintegrati nel grado e il tempo trascorso in Accademia è computato nell'anzianità di grado.

Durante la frequenza del corso d'Accademia gli allievi provenienti dai sottufficiali conservano gli assegni del grado rivestito all'atto dell'ammissione.

Disposizioni comuni ed ambedue i concorsi

Art. 31.

Il comando dell'Accademia militare trasmetterà al Ministero della difesa-Esercito, per l'approvazione, le graduatorie di ammissione, con l'indicazione, per ogni candidato, di tutti gli elementi che hanno influito nella loro formazione.

Le graduatorie saranno corredate dei verbali delle Commissioni di vigilanza, delle domande e dei documenti relativi a ciascun candidato.

Nelle graduatorie dei candidati al corso di commissariato (ruolo ufficiali commissari) dovrà essere fatta esplicita menzione dei titoli valutati ai sensi dell'art. 23, lettera *b*), specificandosi il relativo punto assegnato; alle dette graduatorie sarà unito un verbale — il triplice esemplare — dal quale risultino i criteri seguiti dalla Commissione nella valutazione dei titoli.

Sarà inoltre fatto pervenire un unico elenco generale dei concorrenti, in ordine alfabetico, con il risultato degli esami, dell'accertamento psicologico e degli accertamenti sanitari.

Trattamento economico degli allievi

Art. 32.

Le spese riflettenti il vitto e la prima vestizione degli allievi nonchè la successiva manutenzione del corredo per i provenienti dai sottufficiali sono a carico dello Stato.

Art. 33.

Agli allievi è attribuita una indennità giornaliera di L. 308 pari cioè a quella prevista per gli allievi dell'Accademia della guardia di finanza.

Detta indennità, da servire per la prima vestizione all'atto della nomina ad ufficiale in servizio permanente, non è dovuta per i corsi che si ripetono e sarà mensilmente depositata a cura del comando dell'Accademia, su di un apposito libretto di risparmio e liquidata all'atto dell'anzidetta nomina.

Le quote relative agli allievi che comunque cessino dall'Accademia prima della nomina stessa verranno versate in Tesoreria.

Art. 34.

Sono a carico degli allievi le spese relative all'istruzione, e cioè per l'acquisto di libri di testo ed oggetti di cancelleria, nonchè quelle di carattere personale e straordinario. Nessun allievo può esserne dispensato.

Sono inoltre a carico degli allievi non provenienti dai sottufficiali le spese per la manutenzione del vestiario.

Per il pagamento delle spese di cui sopra, poste a carico degli allievi, le rispettive famiglie dovranno corrispondere annualmente al comando dell'Accademia;

a) per cancelleria e libri di testo: L. 12.000 in tre rate uguali ad uguale scadenza;

b) per manutenzione corredo: L. 5000 (da versare in due rate uguali una all'atto dell'ammissione, l'altra sei mesi dopo);

c) per spese di carattere personale e straordinario e per far fronte ad eventuali danni individuali o collettivi L. 2000 da versare all'atto della ammissione.

Tutte le somme dovute come sopra dovranno essere accreditate esclusivamente sul conto corrente postale n. 8/12707 intestato all'Accademia militare di Modena.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti.

Roma, addì 29 marzo 1963

p. *Il Ministro*: PELIZZO

Registrato alla Corte dei conti, addì 24 *aprile* 1963
Registro n. 31 *Difesa-Esercito, foglio n.* 148

ALLEGATO N. 1
(Art. 11 del bando di concorso)

(Modello della domanda provvisoria di ammissione ai concorsi in carta semplice protocollo possibilmente dattilografata)

Al comando dell'Accademia militare
MODENA

Il sottoscritto (1) . . . . di (o fu) (2) . . . . nato a . . . . il . . . . domiciliato a . . . . Provincia di . . . . via . . . . n. . . . . chiede di essere ammesso a partecipare al concorso indetto per l'anno accademico 1963-64 per l'ammissione in qualità di allievo del corso (3) . . . .

Dichiara di aver conseguito (o che presume di conseguire nella prima o nella seconda sessione del corrente anno scolastico) il diploma di . . . .

. . . . . . lì 1963

Il concorrente
. . . .
(Firma leggibile)

Se in candidato è minorenne

. . . .
(Firma leggibile del genitore)

---

(1) Cognome e nome (il cognome deve essere scritto in stampatello).
(2) Nome del padre.
(3) Per gli aspiranti al corso delle armi, indicare soltanto « varie Armi » senza cioè specificare quale Arma.

ALLEGATO N. 2
(Art. 12 del bando di concorso)

(Modello della domanda definitiva di partecipazione ai concorsi in carta bollata da L. 200 da compilare per i giovani minorenni non arruolati di leva)

Al comando dell'Accademia militare
MODENA

Il sottoscritto (1) . . . . domanda che suo figlio (o pupillo) (2) . . . . nato a . . . . . . il . . . . . domiciliato a . . . . . Provincia di . . . . . via . . . . . n. . . . venga ammesso a partecipare al concorso indetto per l'anno accademico 1963-64 per l'ammissione in qualità di allievo al corso di (3) . . . .

Il giovane ha conseguito (o presume di conseguire nella prima o nella seconda sessione del corrente anno scolastico) il diploma di . . . .

Unisce i seguenti documenti (4):
. . . .
. . . .

Il sottoscritto presa conoscenza del bando di concorso, dichiara di consentire, senza riserve, in tutto ciò che è in esso stabilito.

. . . . . . lì 1963

(Firma leggibile
del padre o di chi ne esercita la patria potestà)
. . . .

Avvertenza

Nel caso che la domanda sia firmata dal tutore, allegare l'atto costitutivo di tutela.

---

(1) Cognome e nome del genitore o del tutore o di chi ne esercita la patria potestà.
(2) Nome e cognome del giovane.
(3) Per gli aspiranti al corso delle armi, indicare soltanto « varie Armi » senza cioè specificare quale Arma.
(4) *Ovvero*: Si riserva di trasmettere entro il 24 ottobre p. v. la prescritta documentazione.

ALLEGATO N. 2-*bis*
(Art. 12 del bando di concorso)

(Modello della domanda definitiva di partecipazione ai concorsi in carta bollata da L. 200 da compilare dai giovani maggiorenni o dai minorenni se già arruolati)

Al comando dell'Accademia militare
MODENA

Il sottoscritto (1) . . . . nato a . . . il . . . . . domiciliato a . . . . . Provincia di . . . . . via . . . . . . n. . . . chiede di essere ammesso a partecipare al concorso indetto per l'anno accademico 1963-64 per l'ammissione in qualità di allievo del corso di (2) . . . .

Dichiara di aver conseguito (o che presume di conseguire nella prima o nella seconda sessione del corrente anno scolastico) il diploma di . . . .

Unisce i seguenti documenti (3):
. . . .
. . . .

Il sottoscritto presa conoscenza del bando di concorso, dichiara di consentire, senza riserve, in tutto ciò che è in esso stabilito.

. . . . . . lì 1963

Il concorrente: (firma leggibile)
. . . .

---

(1) Cognome e nome del concorrente.
(2) Per gli aspiranti al corso delle armi, indicare soltanto « varie Armi » senza cioè specificare quale Arma.
(3) *Ovvero*: Si riserva di trasmettere entro il 24 ottobre p. v. la prescritta documentazione.

ALLEGATO N. 3
(Art. 21)

PROGRAMMA DEGLI ESAMI DI CONCORSO PER L'AMMISSIONE AI CORSI DELLE VARIE ARMI E DEL SERVIZIO AUTOMOBILISTICO

Cultura generale
(prova scritta)

La prova consisterà nello svolgimento di un tema di cultura generale, corrispondente alle discipline sociali, politiche, storiche, geografiche e filosofiche impartite nei corsi liceali.

Il candidato dovrà dimostrare:

1. Attitudine ad esprimere il proprio pensiero in forma piana, sintetica e concreta, dando prova di essere padrone della lingua italiana.
2. Attitudine al ragionamento e capacità di dedurre dai fatti e dalle cause gli effetti e la conclusione.
3. Maturità di mente e di pensiero e cultura corrispondente agli studi fatti.

Durata dell'esame: 5 ore.

Matematica
(prova orale)

L'esame avrà la durata massima di 30 minuti e verterà su quattro tesi del programma estratte a sorte: due di algebra (la prima fra quelle comprese dalla 1ª alla 6ª, la seconda fra la 7ª e la 9ª), una di geometria ed una di trigonometria.

Durante l'esame sono richiesti al candidato, non l'esposizione sistematica di trattazioni teoriche indicate esplicitamente o implicitamente dal programma, ma semplici ed appropriati esercizi che richiedano, oltre la conoscenza della materia, la capacità di applicare le nozioni teoriche alla risoluzione di problemi pratici.

Il candidato dovrà dimostrare di aver assimilato i concetti nell'essenza e nelle correlazioni, passando con precisione di linguaggio, con sobrietà di esposizione e con rigore logico dalla teoria all'applicazione.

Algebra:

1ª tesi: Regole generali sul calcolo algebrico - Operazioni sui binomi e sui polinomi - Potenze di binomi e polinomi.

2ª tesi: Scomposizione in fattori - Divisibilità per $(x \pm a)$ - Regola del Ruffini.

3ª tesi: Frazioni algebriche.

4ª tesi. Equazioni di 1° grado ad una incognita Disequazioni di 1° grado ad una incognita Sistemi di equazioni di 1° grado.

5ª tesi: Equazioni di 2° grado ad una incognita Equazioni biquadratiche Disequazioni di 2° grado.

6ª tesi: Teoremi sui radicali Equazioni con radicali Disequazioni frazionarie ed irrazionali.

7ª tesi: Logaritmi ed uso delle tavole logaritmiche Progressioni aritmetiche.

8ª tesi: Risoluzione di espressioni col calcolo logaritmico Equazioni esponenziali Progressioni geometriche.

9ª tesi: Equazioni logaritmiche Sistemi e problemi di 2° grado.

Geometria:

1ª tesi: Equivalenza fra figure piane Teorema di Pitagora e sue applicazioni Similitudini sul piano Teorema di Talete e sue applicazioni Costruzioni grafiche fondamentali (media geometrica, terza, quarta proporzionale) Sezione aurea di un segmento e sue applicazioni.

2ª tesi: Proprietà fondamentali di geometria solida (rette e piani nello spazio, ortogonalità e parallelismo diedri e triedri angoloidi uguaglianze di figure spaziali equivalenze dei solidi).

3ª tesi: Regole per il calcolo di lunghezza, aree, volumi di figure elementari (triangolo, parallelogramma, poligoni regolari, cerchio e sue parti, prisma e cilindro, piramide e cono, tronco di piramide e di cono, sfera e sue parti).

4ª tesi: Semplici problemi di algebra applicati alla geometria.

Trigonometria:

1ª tesi: Misura degli archi e degli angoli, coordinate sopra la retta, sulla circonferenza e nel piano.

Definizioni delle funzioni circolari, loro periodicità e variazione.

Relazioni fra le funzioni circolari di archi supplementari, complementari, ecc.

Relazioni fra le funzioni circolari di uno stesso arco. Valori delle funzioni circolari e di alcuni archi.

Riduzione al primo quadrante. Uso delle tavole trigonometriche.

2ª tesi: Formule di addizione, di duplicazione, di bisezione e di prostaferesi. Verifica di identità trigonometriche e risoluzione di equazioni trigonometriche.

3ª tesi: Relazione tra gli elementi di un triangolo rettangolo e risoluzione dei triangoli rettangoli.

4ª tesi: Il teorema dei seni e il teorema di Carnot. Risoluzione dei triangoli non rettangoli. Area di un triangolo.

5ª tesi Applicazione della trigonometria ai più semplici problemi pratici.

PROGRAMMA DEGLI ESAMI DI CONCORSO PER L'AMMISSIONE AL CORSO DI COMMISSARIATO (RUOLO UFFICIALI COMMISSARI)

I GRUPPO
Diritto pubblico

A) *Diritto costituzionale*:

1ª tesi: *Il diritto costituzionale in generale*: cenni storici le fonti concetto ed aspetti fondamentali dello Stato: la sfera di azione dello Stato; le unioni dello Stato con altri enti; il Governo dello Stato.

2ª tesi: Cittadini e sudditi dello Stato; formazione, modificazioni costituzionali ed estinzione dello Stato; cenni sui vari organi costituzionali: Il Presidente della Repubblica Il Senato La Camera dei Deputati Il Gabinetto.

3ª tesi. *Cenni sulle leggi*: principi generali le leggi formali le leggi delegate decreti legge ed altre ordinanze di necessità I regolamenti dello Stato e degli enti ausiliari Il diritto non scritto principi generali della funzione esecutiva e le varie manifestazioni della potestà esecutiva; principi generali sulla giurisdizione; principi generali sulle libertà civili.

B) *Diritto amministrativo*:

4ª tesi Concetto di amministrazione e di diritto amministrativo le fonti del diritto ~~amministrativo~~ ~~*I soggetti del diritto amministrativo.*~~ Concetto di ente pubblico gli enti parastatali conseguenze della pubblicità degli enti gli organi e gli uffici rapporti fra i vari organi gerarchia ed autarchia i funzionari o agenti pubblici esercizio privato di pubblica funzione.

5ª tesi: Gli impiegati pubblici stato giuridico ed economico degli impiegati natura giuridica del rapporto d'impiego la rappresentanza del diritto pubblico organi dell'amministrazione centrale il Presidente della Repubblica il Presidente del Consiglio dei Ministri il Consiglio dei Ministri i Ministri i Ministeri.

6ª tesi: Amministrazioni ed aziende autonome collegi consultivi centrali il Consiglio di Stato la Corte dei conti l'Avvocatura dello Stato amministrazione locale la circoscrizione amministrativa la Regione la Provincia il Comune il Prefetto e la Prefettura altri uffici governativi locali di maggiore importanza le istituzioni pubbliche di assistenza e di beneficenza i consorzi di enti pubblici.

7ª tesi: *Atti e rapporti amministrativi*: Concetto di atto amministrativo caratteri dell'atto amministrativo forma degli atti amministrativi figure tipiche degli atti amministrativi vizi degli atti amministrativi e loro effetti.

8ª tesi: Le potestà dell'amministrazione le prestazioni dell'amministrazione (pubblici servizi) rapporti obbligatori di diritto pubblico rapporti di diritto privato degli enti pubblici trasferimento e distinzione dei rapporti di diritto amministrativo.

9ª tesi: *La giustizia amministrativa*: vicende storiche denuncia opposizione ricorso gerarchico ricorso straordinario azione giudiziaria distinzione fra diritti ed interessi giurisdizione amministrativa ordinaria loro natura giuridica e competenza ammissibilità del ricorso ricorso controricorso ricorso incidentale il giudizio la decisione e le sue impugnative giurisdizioni amministrative speciali l'arbitrato nel diritto amministrativo conflitti di competenza, di giurisdizione, di attribuzione.

II GRUPPO
Diritto privato

A) *Parte generale*:

1ª tesi: Concetto del diritto in generale; diritto oggettivo distinzione; le fonti del diritto oggettivo: efficacia del diritto oggettivo nel tempo e nello spazio; interpretazione del diritto oggettivo; il diritto soggettivo di distinzione.

2ª tesi: I soggetti dei diritti; le persone fisiche e la loro capacità cause che modificano la capacità cessazione della capacità; assenza; gli atti dello stato civile; le persone giuridiche, associazioni e comitati non riconosciuti.

3ª tesi Oggetti dei diritti: le cose i beni; vita dei diritti soggettivi: acquisto, modificazione e perdita dei diritti soggettivi, fatti giuridici; i negozi giuridici; elementi essenziali del negozio giuridico la volontà, la rappresentanza; la causa, elementi accidentali del negozio giuridico: la condizione il termine il modo; imperfezione inefficacia invalidità del negozio giuridico; prescrizione; usucapione ed istituti affini.

B) *Parte speciale*:

4ª tesi: Nozioni fondamentali sul diritto delle persone: nozioni fondamentali sul diritto di famiglia: nozioni fondamentali sul diritto delle successioni, i diritti reali; nozioni generali caratteri distinzioni; la proprietà: nozioni caratteri limitazioni modi di acquisto tutela della proprietà; i diritti reali di godimento; la superficie l'enfiteusi l'usufrutto l'uso l'abitazione le servitù; diritti di garanzia; il pegno l'ipoteca; la comunione.

5ª tesi: il possesso: nozioni generali acquisto perdita e successione del possesso accessione forma del possesso tutela del possesso; diritti di obbligazione . nozioni generali; vincolo giuridico obbligazioni naturali; prestazioni; distinzioni delle obbligazioni.

6ª tesi i soggetti dell'obbligazione; obbligazione con pluralità di soggetti obbligazioni solidali; mutamenti soggettivi dell'obbligazione adempimento delle obbligazioni; inadempimento delle obbligazioni responsabilità contrattuali: tutela delle obbligazioni; estinzione delle obbligazioni.

7ª tesi: le obbligazioni da contratto elementi distinzioni formazioni, modificazioni e cessazioni dei contratti; i contratti speciali in particolare: fatti illeciti; altre fonti di obbligazione; pubblicità degli atti giuridici trascrizioni; prova dei diritti.

III GRUPPO
~~*Scienza delle finanze e diritto finanziario*~~

A) *Parte generale*:

1ª tesi: definizione, concetto e finalità della scienza delle finanze; varie concezioni del fenomeno finanziario; i bisogni collettivi; i pubblici servizi; il patrimonio dello Stato: beni patrimoniali e beni demaniali.

2ª tesi: l'amministrazione del patrimonio dello Stato; le entrate e le spese pubbliche; generalità sulle entrate e loro distinzione; le entrate pubbliche nell'ordinamento positivo dello Stato italiano; generalità sulle spese pubbliche, varie categorie di spese pubbliche; le spese pubbliche nell'ordinamento positivo dello Stato italiano.

3ª tesi: la finanza tributaria; le entrate derivate in generale: le tasse, le imposte e loro distinzioni; i principi giuridici che regolano le imposte; i principi economici che regolano le imposte: l'oggetto delle imposte; l'accertamento e l'esazione delle imposte; il contenzioso tributario; i ruoli in particolare.

B) *Parte speciale*:

4ª tesi: le imposte dirette in particolare; le imposte indirette in particolare; le tasse in particolare; la finanza locale; conoscenza approfondita della legge e del regolamento sull'amministrazione del patrimonio e la contabilità generale dello Stato.

Geografia economica

A) *Parte generale*:

5ª tesi: definizioni, concetto, finalità della geografia economica; gli elementi naturali sotto l'aspetto economico (acqua, aria, terra); le forme fondamentali della produzione e del commercio; le vie di comunicazione e di scambio.

6ª tesi: i principali vegetali utili all'uomo; cereali; piante zuccherine, alcooliche, nervine, oleifere, foraggere, industriali; produzione, consumo, scambio; i principali animali utili all'uomo e loro derivati; produzione, consumo, scambio; le principali materie prime minerali (con particolare riferimento ai combustibili solidi, liquidi e gassosi).

B) *Parte speciale*:

7ª tesi: generalità fisico-economiche dell'Italia; l'agricoltura, l'allevamento e la pesca in Italia; l'industria in Italia, con particolare riferimento a quella alimentare (molitura, panificazione, pastificazione, conserve, ecc.) a quella tessile, a quella dei cuoiami ed a quella delle materie plastiche.

8ª tesi: i principali scambi dell'Italia con l'estero; bilancia economica e bilancia commerciale; lo sviluppo delle vie e dei mezzi di comunicazione in Italia (terrestri, marittimi, aerei) prospettive economiche dell'Italia.

Economia politica

9ª tesi: i concetti fondamentali dell'economia politica; i fattori della produzione, il lavoro nella evoluzione economica, il capitale e la sua importanza nei rapporti dell'economia sociale.

10ª tesi: le varie specie di imprese; gli elementi economici delle imprese; le industrie e le macchine; lo scambio di beni; la remunerazione dei servizi.

Roma, addì 29 marzo 1963

p. *Il Ministro*: PELIZZO

p. c. c. *Il direttore di sezione*: Dott. SACCUCCI

(3690)

MINISTERO DEI TRASPORTI

Concorso per esami a diciotto posti di aiuto ispettore in prova nel ruolo del personale di vigilanza della carriera di concetto dell'Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione.

IL MINISTRO PER I TRASPORTI

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, con il quale è stato approvato il testo unico delle disposizioni concernenti lo statuto degli impiegati civili dello Stato;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686, recante norme di esecuzione del testo unico sopra citato;

Vista la legge 1° febbraio 1960, n. 26, concernente il riordinamento dei ruoli organici dell'Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione;

Visto il decreto ministeriale n. 1099 del 7 novembre 1961, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 16 del 19 gennaio 1962, con il quale è stato bandito un concorso per esami a sei posti di aiuto ispettore in prova nel ruolo del personale di vigilanza della carriera di concetto dell'Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione;

Considerato che in data successiva a quella del decreto ministeriale sopracitato si sono resi disponibili altri posti nel ruolo predetto;

Ritenuta l'opportunità di provvedere con un unico concorso a ricoprire tutti i posti disponibili nel ruolo stesso;

Considerato che, ai sensi del primo comma dell'art. 8 della legge 1° febbraio 1960, n. 26, i posti disponibili nella qualifica iniziale dei singoli ruoli possono essere conferiti soltanto per il numero eccedente quello complessivo degli impiegati dei relativi ruoli aggiunti e degli impiegati non di ruolo di categoria corrispondente in servizio alla data del bando di concorso;

Ritenuto che il numero complessivo degli impiegati del ruolo aggiunto della carriera di concetto e degli impiegati non di ruolo di seconda categoria in servizio alla data odierna è di quattro;

Ritenuto che i posti disponibili nella qualifica iniziale del ruolo organico di cui si tratta sono ventidue, dei quali peraltro solo diciotto incondizionatamente conferibili in quanto eccedenti il numero complessivo dei predetti impiegati, e i rimanenti quattro conferibili solo a questi ultimi impiegati;

Ritenuto che pertanto il concorso deve essere bandito per soli diciotto posti salvo l'eventuale conferimento di un ulteriore numero di posti, non superiore a quattro, in corrispondenza del numero degli impiegati di ruolo aggiunto o non di ruolo in servizio alla data odierna, che risultassero vincitori o idonei del concorso;

Decreta:

Art. 1.

Il decreto ministeriale n. 1099 del 7 novembre 1961, con il quale è stato bandito un concorso per esami a sei posti di aiuto ispettore in prova nel ruolo del personale di vigilanza della carriera di concetto dell'Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione, è revocato.

E' indetto un concorso per esami a diciotto posti di aiuto ispettore in prova nel ruolo del personale di vigilanza della carriera di concetto dell'Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione.

I diciotto posti a concorso sono così ripartiti:

a) dodici posti a coloro che supereranno le prove di esame previste per i candidati in possesso di uno dei titoli di studio indicati al n. 1) del successivo art. 2;

b) sei posti a coloro che supereranno le prove di esame previste per i candidati in possesso di uno dei titoli di studio indicati al n. 2) del successivo art. 2.

Ai sensi del quarto comma dell'art. 8 della legge 1° febbraio 1960, n. 26, la metà dei posti rispettivamente indicati alle lettere *a*) e *b*) del comma precedente è riservata al personale che al 17 febbraio 1960, data di entrata in vigore della legge stessa, si trovava in servizio per legittimo atto di nomina o di assunzione presso l'Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione.

Oltre i diciotto posti di cui ai precedenti commi sarà eventualmente conferito un ulteriore numero di posti, non superiore a quattro, ad altrettanti impiegati del ruolo aggiunto della carriera di concetto od impiegati non di ruolo di 2ª categoria dell'Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione, in servizio alla data odierna, che risultassero idonei oltre i vincitori. Ove alcuni di tali impiegati risultassero compresi tra i vincitori del concorso, un uguale numero di posti oltre i diciotto, verrà conferito ad altrettanti idonei, che non rivestono la predetta qualità, nell'ordine risultante dalla graduatoria del concorso, e ferma restando la ripartizione dei posti ai sensi del presente bando.

Non possono essere ammessi al concorso coloro che siano esclusi dall'elettorato attivo politico e coloro che siano stati destituiti o dispensati dall'impiego presso una pubblica Amministrazione, ovvero siano stati dichiarati decaduti dall'impiego stesso, ai sensi della lettera *d*) dell'art. 127 del testo unico approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, per avere conseguito l'impiego mediante la produzione di documenti falsi o viziati da invalidità non sanabile.

I requisiti necessari per l'ammissione al concorso debbono essere posseduti alla data di scadenza del termine utile per la presentazione della domanda di ammissione.

Art. 2.

Per partecipare al concorso gli aspiranti devono essere **in possesso di uno dei sottoindicati** titoli di studio:

1) **diploma di abilitazione alla** professione di geometra **o di abilitazione tecnica in agrimensura** o di perito agrimensore; **diploma** di perito industriale, diploma di maturità scientifica **o titolo** equipollente secondo il vecchio ordinamento **scolastico** (sezione fisico-matematica);

2) **diploma di abilitazione** del corso superiore dell'istituto **tecnico (sezione commercio** e ragioneria), diploma di **licenza dell'istituto commerciale** (perito o ragioniere commerciale), **diploma dell'istituto** tecnico (sezione ragioneria) o titolo **equipollente**.

I candidati in possesso di uno dei titoli di studio elencati al n. 1) sosterranno, a loro scelta, le prove di esame indicate in uno dei programmi *A* o *B* di cui al successivo art. 16; i candidati in possesso di uno dei titoli di studio elencati al n. 2) sosterranno le prove di esame indicate nel programma *C* di cui al successivo art. 16.

Art. 3.

Possono altresì partecipare al concorso, sostenendo le prove di esame indicate nel programma *D* di cui al successivo art. 16 e limitatamente ad un terzo dei posti riservati ai sensi del quarto comma del precedente art. 1 tutti coloro che al 17 febbraio 1960 si trovavano in servizio per legittimo atto di nomina o di assunzione presso l'Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione e che, in luogo di uno dei titoli di studio previsti dal quinto comma dell'art. 2 della legge 1° febbraio 1960, n. 26, siano in possesso di uno degli altri diplomi di istituto di istruzione secondaria di secondo grado che normalmente consentono l'ammissione ai concorsi delle carriere amministrative e tecniche del personale di concetto.

Possono infine partecipare al concorso anche gli impiegati della carriera esecutiva dell'Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione che non siano in possesso di uno dei titoli di studio elencati al precedente art. 2 purchè rivestano qualifica non inferiore a quella di archivista ed abbiano il diploma di istituto di istruzione secondaria di primo grado. Tali impiegati sosterranno, a loro scelta, le prove di esame indicate in uno dei programmi *A*, *B* o *C* di cui al successivo art. 16 e concorreranno al contingente di posti previsto, al precedente art. 1, terzo comma, per i concorrenti che hanno superato le stesse prove di esame.

Art. 4.

Limiti di età

Per partecipare al concorso gli aspiranti debbono avere compiuto il diciottesimo anno di età e non oltrepassato il trentaduesimo.

Il suddetto limite di età è elevato:

1) di due anni per coloro che siano coniugati e di un anno in più per ogni figlio vivente (regio decreto-legge 21 agosto 1937, n. 1542, art. 23, convertito con modificazioni, nella legge 3 gennaio 1939, n. 1);

2) di cinque anni

a) per coloro che abbiano partecipato nei reparti mobilitati delle forze armate dello Stato alle operazioni militari svoltesi nell'Africa orientale dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936 (regio decreto-legge 2 giugno 1936, n. 1172);

b) per coloro che abbiano partecipato nei reparti delle forze armate dello Stato, ovvero in qualità di militarizzati o assimilati, alle operazioni della guerra 1940-43 e della guerra di liberazione (regio decreto-legge 8 luglio 1941, n. 868; decreto legislativo 4 marzo 1948, n. 137, ratificato, con modificazioni, dalla legge 23 febbraio 1952, n. 93).

I suddetti benefici non competono a coloro che abbiano riportate condanne penali durante il servizio militare, anche se sia successivamente intervenuta amnistia, indulto o commutazione di pena ed a coloro che si trovino nelle condizioni previste dall'art. 11 del decreto legislativo 4 marzo 1948, numero 137, tenuto conto del disposto dell'art. 2 della legge 23 febbraio 1952, n. 93:

c) per i partigiani combattenti ed i cittadini deportati dal nemico posteriormente all'8 settembre 1943 (decreto legislativo luogotenenziale 4 agosto 1945, n. 467, art. 4; decreto legislativo 4 marzo 1948, n. 137, art. 7);

d) per gli addetti, per almeno novanta giorni, ai lavori di bonifica nei campi minati o al rastrellamento di ordigni esplosivi diversi dalle mine, in condizioni particolarmente rischiose (decreto legislativo luogotenenziale 12 aprile 1946, n. 320, art. 10, integrato dal decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 1° novembre 1947, n. 1768; decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 1° novembre 1947, n. 1815, art. 2; decreto del Presidente della Repubblica 20 febbraio 1948, n. 1116, art. 1; decreto del Presidente della Repubblica 17 marzo 1949, n. 212;

e) per il personale della Marina addetto almeno per tre mesi alle operazioni di dragaggio, disattivazione o distruzione delle mine marine o di altri ordigni esplosivi in mare (regio decreto legislativo 24 maggio 1946, n. 615, art. 3);

f) per coloro che abbiano partecipato alla guerra di liberazione nelle formazioni non regolari (decreto legislativo 19 marzo 1948, n. 241);

g) per gli alto-atesini e le persone residenti prima del 1° gennaio 1950 nelle zone mistilingui di Cortina d'Ampezzo e di Tarvisio o nei comuni di Sant'Orsola e Luserna i quali durante la seconda guerra mondiale hanno prestato servizio nelle forze armate tedesche e nelle formazioni armate da esse organizzate, quando abbiano conservato o riacquistato la cittadinanza italiana e semprechè non abbiano partecipato ad azioni, anche isolate, di terrorismo o di sevizie;

h) per coloro che appartengano ad altre categorie assimilate ai combattenti a norma delle vigenti disposizioni;

i) per i profughi dai territori di confine (decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 3 settembre 1947, numero 885);

l) per i profughi dell'Africa italiana (decreto legislativo 26 febbraio 1948, n. 104, art. 1);

m) per i profughi dall'Eritrea, dall'Etiopia e dalla Libia, nonchè i profughi dalla Somalia rimpatriati fino al 31 marzo 1950 (legge 4 marzo 1952, n. 137, articoli 1, 2 e 31);

n) per i profughi dai territori esteri e dai territori sui quali, in seguito al trattato di pace è cessata la sovranità dello Stato italiano (legge 4 marzo 1952, n. 137, articoli 1, 2 e 31);

o) per i profughi da zone del territorio nazionale colpito dalla guerra (legge 4 marzo 1952, n. 137, articoli 1, 2 e 31);

3) a trentanove anni:

a) per i combattenti od assimilati decorati di medaglia al valore militare e per i promossi per merito di guerra (regio decreto-legge 3 gennaio 1926, n. 48, art. 17; regio decreto-legge 25 febbraio 1935, n. 116);

b) per i capi di famiglia numerosa (legge 20 marzo 1940, n. 233, art. 2, modificata dal decreto legislativo luogotenenziale 29 marzo 1945, n. 267, art. 4);

4) a quaranta anni per coloro che abbiano riportato, per comportamento contrario al regime fascista, sanzioni penali o di polizia ovvero siano stati deportati od internati per motivi di persecuzione razziale (decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 12 dicembre 1947, n. 1488, articolo 5);

5) a quarantacinque anni per i mutilati e gli invalidi di guerra (legge 3 giugno 1950, n. 375, art. 9), nonchè per le categorie ad essi assimilate e cioè:

a) per i mutilati ed invalidi della lotta di liberazione (decreto legislativo 4 agosto 1945, n. 467, art. 1; decreto legislativo 19 marzo 1948, n. 241, art. 2);

b) per i mutilati ed invalidi civili per fatti di guerra (decreto legislativo 2 marzo 1948, n. 135, art. 1 e legge 3 giugno 1950, n. 375, articoli 2 e 9);

c) per i mutilati ed invalidi per i fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948 (legge 19 agosto 1948, n. 1180, articoli 6 e 7);

d) per i mutilati ed invalidi per servizio militare e civile (legge 15 luglio 1950, n. 539 e legge 24 febbraio 1953, n. 142, art. 18);

e) per i mutilati ed invalidi in seguito ad azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane (legge 24 luglio 1957, n. 660), limitatamente agli eventi verificatisi fino al 23 dicembre 1951 per la Libia (decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1952) e fino al 31 marzo 1950 per la Somalia (decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1952);

f) per i mutilati ed invalidi in seguito ad azioni singole o collettive aventi fini politici verificatesi nelle Provincie di confine con la Jugoslavia e nei territori soggetti a detto Stato (legge 23 marzo 1952, n. 207, articoli 5 e 6);

g) per i mutilati ed invalidi a seguito dei fatti di Trieste del 4, 5 e 6 novembre 1953 (legge 9 agosto 1954, n. 654, art. 5);

h) per gli alto-atesini e persone residenti prima del 1° gennaio 1940 nelle zone mistilingui di Cortina d'Ampezzo e di Tarvisio o dei comuni di Sant'Orsola e Luserna i quali, facendo parte delle forze armate tedesche e delle formazioni armate da esse organizzate, abbiano riportato, per causa del servizio di guerra o attinenti alla guerra, ferite o lesioni o contratto infermità, quando abbiano conservato o riacquistato la cittadinanza italiana e sempreché non abbiano partecipato ad azioni, anche isolate di terrorismo o di sevizie (legge 3 aprile 1958, n. 467);

i) per i mutilati e invalidi della Repubblica sociale italiana (legge 24 novembre 1961, n. 1298).

Non sono ammessi al beneficio gli invalidi assegnati alla 9ª e 10ª categoria di pensione, di cui alla tabella *A* annessa al decreto legislativo luogotenenziale 20 maggio 1917, n. 876, ad eccezione di quelli contemplati dalle voci 4 a 10 della categoria 9ª e 3 a 6 della categoria 10ª, nonchè gli invalidi per lesioni di cui alla tabella *B* annessa al regio decreto 12 luglio 1923, n. 1491, ad eccezione di quelli contemplati nelle voci 4), 6), 7), 8), 9), 10) e 11) della tabella stessa;

l) per i profughi indicati al precedente n. 2 i quali siano disoccupati (legge 27 febbraio 1958, n. 130);

m) per il personale licenziato dagli enti di diritto pubblico o da altri enti sotto qualsiasi forma costituiti, soggetti a vigilanza dello Stato e comunque interessanti la finanza statale, i quali siano stati soppressi ai sensi della legge 4 dicembre 1956, n. 1404;

6) ai candidati già colpiti dalle abrogate leggi razziali non viene computato, agli effetti del limite massimo di età, il periodo di tempo intercorso dal 5 settembre 1938, al 9 agosto 1944 (regio decreto-legge 20 gennaio 1944, n. 25, convertito nella legge 5 maggio 1949, n. 178);

7) per gli assistenti ordinari di Università o di Istituti di istruzione universitaria cessati dal servizio per motivi non disciplinari, il limite massimo di età è aumentato di un periodo pari a quello di appartenenza ai ruoli di assistente. Per gli assistenti straordinari volontari od incaricati, sia in attività che cessati per ragioni di carattere non disciplinare, tale limite è aumentato di un periodo pari a metà del servizio prestato presso l'Università o Istituto di istruzione universitaria (decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 7 maggio 1948, n. 1172, art. 17 ratificato, con modificazioni, dalla legge 24 giugno 1950, n. 465);

I benefici di cui ai numeri 1), 2), 3), 6) e 7) che precedono, si cumulano tra loro purchè complessivamente non vengano superati i quaranta anni di età (decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, art. 2).

Non si cumulano tra loro gli aumenti di cui al precedente n. 2);

8) si prescinde dal limite massimo di età

a) per i candidati che alla data di scadenza del termine utile per la presentazione delle domande di ammissione erano già dipendenti civili di ruolo ordinario o dei ruoli aggiunti;

b) per i candidati che siano stati sottufficiali dello Esercito, della Marina e dell'Aeronautica e che siano cessati dal servizio a domanda, o anche d'autorità, e non siano stati contemporaneamente reimpiegati come civili (decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 13 maggio 1947, n. 500, art. 4 e decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 5 settembre 1947, n. 1220, art. 4);

c) per il personale di cui al 4° comma dell'articolo 1 del presente bando.

Art. 5.

Domanda di ammissione

Saranno ritenute valide le domande a suo tempo regolarmente inoltrate per l'ammissione al concorso bandito col decreto ministeriale revocato ai sensi dell'art. 1 del presente bando.

Per partecipare al concorso gli altri aspiranti dovranno far pervenire al Ministero dei trasporti, Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione, Servizio affari generali e personale, entro il termine perentorio di giorni sessanta dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, la sola domanda di ammissione, redatta su carta da bollo da L. 200 secondo il modello allegato al presente decreto, firmata dagli aspiranti di proprio pugno. Il ritardo nella presentazione o nell'arrivo della domanda al Ministero suddetto, quale ne sia la causa, anche se non imputabile al candidato, importa la inammissibilità dell'aspirante al concorso.

La data di arrivo delle domande sarà stabilita e comprovata esclusivamente dal bollo a data che, a cura dell'indicato Servizio affari generali e personale, verrà apposta su ciascuna di esse.

Nella domanda di ammissione gli aspiranti debbono dichiarare

a) il nome e il cognome;

b) il luogo e la data di nascita (i candidati che abbiano superato il limite massimo di età previsto dall'art. 4 primo comma, dovranno indicare, ai fini dell'ammissione al concorso, i titoli posseduti che danno diritto alla elevazione del suddetto limite);

c) il domicilio;

d) il possesso di uno dei titoli di studio richiesto dal bando (coloro che si trovano nelle condizioni di cui al secondo comma del precedente art. 3, indicheranno altresì la qualifica rivestita al momento della domanda);

e) il programma prescelto ai sensi dei precedenti articoli 2 e 3 (tale indicazione dovrà essere omessa dai candidati in possesso di uno dei titoli di studio indicati al n. 2) dell'art. 2 e dai candidati di cui al primo comma dell'art. 3);

f) il possesso della cittadinanza italiana (sono equiparati ai cittadini gli italiani non appartenenti alla Repubblica);

g) il Comune dove sono iscritti nelle liste elettorali, ovvero i motivi della non iscrizione e della cancellazione dalle liste medesime; i minori di anni ventuno dichiareranno se siano o meno incorsi in alcune delle cause che a termine delle disposizioni vigenti, impediscano il possesso dei diritti politici;

h) le eventuali condanne penali riportate;

i) la loro posizione nei riguardi degli obblighi militari;

l) i servizi prestati come impiegati presso pubbliche Amministrazioni e le cause di risoluzione di precedenti rapporti di pubblico impiego;

m) il proprio espresso impegno di raggiungere, in caso di nomina, qualsiasi destinazione;

n) l'indirizzo al quale dovranno essere trasmesse le comunicazioni al candidato per la durata del concorso. L'Amministrazione non assume alcuna responsabilità per il caso di dispersione di comunicazioni dipendente da inesatte indicazioni del recapito da parte dell'aspirante, o da mancata oppure tardiva comunicazione del cambiamento dell'indirizzo indicato nella domanda nè per eventuali disguidi postali e telegrafici non imputabili a colpa dell'Amministrazione stessa;

La firma posta in calce alla domanda dall'aspirante dovrà essere autenticata da un notaio o dal segretario comunale del luogo di residenza dell'aspirante. Tanto la firma del notaio quanto quella del segretario comunale non sono soggette alle norme sulla legalizzazione di firma previste dalla legge 3 dicembre 1942, n. 1700.

Per i dipendenti dello Stato è sufficiente, in luogo della predetta autenticazione, il visto del capo dell'ufficio presso il quale prestano servizio.

Art. 6.

Diario prove di esame e comunicazioni

Le prove scritte avranno luogo in Roma nei giorni che saranno stabiliti con successivo decreto del Ministro per i trasporti.

Il diario delle prove scritte sarà comunicato ai candidati almeno quindici giorni prima dell'inizio di esse, e sarà pubblicato, nello stesso termine, nella *Gazzetta Ufficiale*.

L'avviso per la presentazione alla prova orale sarà dato ai singoli candidati non meno di venti giorni prima di quello in cui essi debbono sostenerla.

L'assenza dagli esami comporta l'esclusione dal concorso, quale ne sia la causa.

Per essere ammessi a sostenere le prove di esame, i candidati dovranno essere muniti di uno dei seguenti documenti di riconoscimento:

a) fotografia recente applicata su carta da bollo e recante la firma del candidato; la fotografia e la firma dovranno essere autenticate dal sindaco o da un notaio. Il bollo è di lire 100 se l'autenticazione è fatta dal sindaco e di lire 200 se fatta dal notaio;

b) libretto ferroviario personale;

c) tessera postale;

d) patente automobilistica;

e) porto d'arme;

f) passaporto;

g) carta d'identità.

Art. 7.

Prove di esame

Gli esami consteranno di tre prove scritte e di una orale.

Le tre prove scritte e la prova orale si svolgeranno sulle materie indicate nel programma di esame di cui al successivo articolo 16.

L'ordine di svolgimento delle prove scritte sarà stabilito dalla Commissione esaminatrice.

Art. 8.

Esito delle prove di esame

Sono ammessi alle prove orali i candidati che abbiano riportato una media di almeno sette decimi nelle prove scritte e non meno di sei decimi in ciascuna di esse.

La votazione riportata in ciascuna delle prove scritte è comunicata al candidato in occasione dell'invito di presentazione alla prova orale.

La prova orale non s'intende superata se il candidato non ottenga in essa la votazione di almeno sei decimi.

Al termine di ogni seduta dedicata alla prova orale la Commissione giudicatrice forma l'elenco dei candidati esaminati, con l'indicazione della votazione da ciascuno riportata. L'elenco, sottoscritto dal presidente e dal segretario della Commissione, è affisso nel medesimo giorno nell'albo della Amministrazione.

La votazione complessiva è stabilita dalla somma della media dei voti riportati nelle prove scritte con il voto riportato nella prova orale.

Art. 9.

Dichiarazione di titoli preferenziali e presentazione documenti relativi

I candidati che abbiano superato la prova orale debbono far pervenire al Ministero dei trasporti, Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione — Servizio affari generali e personale — entro il termine perentorio di giorni trenta dalla data di ricevimento dell'apposita comunicazione, i documenti attestanti il possesso degli eventuali titoli di precedenza o di preferenza nella nomina previsti dalle vigenti disposizioni, redatti nella forma prescritta dal successivo art. 12.

I titoli di precedenza o di preferenza nella nomina sono validi anche se vengono acquisiti dopo la scadenza del termine utile per la presentazione della domanda di ammissione al concorso, fissato al precedente art. 5, purchè possano essere documentati entro il termine indicato al comma precedente.

Il ritardo nella presentazione o nell'arrivo dei documenti di cui al presente articolo, quale ne sia la causa, anche se non imputabile al candidato, importa la inapplicabilità al candidato stesso dei benefici conseguenti all'eventuale possesso di titoli di precedenza o di preferenza nella nomina.

Art. 10.

Graduatoria

La graduatoria di merito sarà formata secondo l'ordine dei punti ottenuti nella votazione complessiva di cui al precedente art. 8.

A parità di merito si applicheranno le disposizioni dell'art. 5 del testo unico approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

La graduatoria dei vincitori del concorso, e dei candidati dichiarati idonei oltre i vincitori, sarà approvata con decreto ministeriale sotto condizione dell'accertamento dei requisiti per l'assunzione all'impiego. L'Amministrazione accerta di ufficio il requisito della buona condotta e le cause di risoluzione dei precedenti rapporti di pubblico impiego, e si riserva la facoltà di sottoporre i vincitori del concorso a visita medica di controllo da parte dell'Ispettorato sanitario delle ferrovie dello Stato, al fine di accertare se risultino fisicamente idonei al disimpegno delle mansioni proprie degli impiegati della carriera di concetto dell'Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione.

Saranno dichiarati vincitori del concorso i primi elencati in graduatoria, in relazione al numero dei posti conferibili ai sensi dell'art. 1, comma terzo, tenendo conto dei diritti di precedenza o di preferenza previsti a favore dei candidati che si trovino in possesso dei particolari requisiti voluti dalle leggi vigenti nonchè della riserva stabilita dal comma quarto dell'art. 1 e con la limitazione di cui all'art. 3 comma primo del presente decreto.

Art. 11.

Presentazione dei documenti

I concorrenti utilmente collocati nella graduatoria dovranno presentare all'Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione — Servizio affari generali e personale — entro il termine perentorio di trenta giorni dalla data di ricevimento del relativo invito, i seguenti documenti:

1) diploma di uno dei titoli di studio indicati agli articoli 2 e 3 del bando, in originale od in copia autenticata ai sensi dell'art. 6 del decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1957, n. 678. La copia dovrà essere prodotta in bollo da L. 300;

2) estratto dell'atto di nascita, in bollo da L. 100, rilasciato dall'ufficio dello stato civile del Comune di origine. Qualora, per i candidati nati all'estero, non sia ancora avvenuta la trascrizione dell'atto di nascita nei registri di stato civile di un Comune italiano, potrà essere prodotto un certificato della autorità consolare.

3) certificato di cittadinanza italiana, di data non anteriore a tre mesi da quella di ricevimento dell'invito di cui al presente articolo, rilasciato in bollo da L. 100 dal sindaco del Comune di origine o di residenza, o dall'ufficiale di stato civile del Comune di origine.

4) certificato di godimento dei diritti politici, di data non anteriore a tre mesi da quella di ricevimento dell'invito di cui al presente articolo, rilasciato in bollo da L. 100 dal sindaco del Comune di origine o di residenza. Per i minori degli anni 21, il certificato, la cui esibizione è in ogni caso obbligatoria, conterrà la dichiarazione che il candidato non è incorso in alcuna delle cause che, a termini delle disposizioni vigenti, impediscono il possesso dei diritti politici.

I documenti di cui ai precedenti numeri 3) e 4) dovranno attestare altresì che gl'interessati godevano del possesso del requisito della cittadinanza italiana e dei diritti politici, anche alla data di scadenza del termine utile per la presentazione della domanda di ammissione;

5) certificato generale del casellario giudiziale in bollo da L. 200 rilasciato dal segretario della Procura della Repubblica. Il certificato deve essere di data non anteriore a tre mesi da quella di ricevimento dell'invito di cui al presente articolo;

6) certificato, su carta bollata da L. 100 rilasciato da un medico militare o dal medico provinciale o dall'ufficiale sanitario del Comune dal quale risulti che il candidato è di sana e robusta costituzione ed esente da difetti e imperfezioni che possano impedire il servizio continuativo ed incondizionato nell'impiego e che comunque influiscano sul pieno rendimento nel servizio. Qualora il candidato sia affetto da qualche imperfezione fisica, il certificato ne deve fare menzione ed indicare se la imperfezione stessa menomi l'attitudine del candidato all'impiego al quale concorre. Il certificato stesso deve inoltre contenere l'annotazione prevista dall'art. 7 della legge 25 luglio 1956, n. 837.

I candidati invalidi di guerra o invalidi civili per fatti di guerra ed assimilati, oppure invalidi per servizio, dovranno produrre un certificato rilasciato dall'ufficiale sanitario del Comune di residenza del candidato, il quale deve contenere, ai sensi rispettivamente, dell'art. 3 della legge 3 giugno 1950, n. 375 e dell'art. 3 della legge 24 febbraio 1953, n. 142, oltre ad una esatta descrizione delle condizioni attuali dell'invalido risultanti dall'esame obiettivo, anche la dichiarazione che l'invalido non abbia perduto ogni capacità lavorativa e, per la natura e il grado della sua invalidità o mutilazione, non riesca di pregiudizio alla salute ed alla incolumità dei compagni di lavoro ed alla sicurezza degli impianti.

Il certificato deve essere di data non anteriore a tre mesi da quella di ricevimento dell'invito di cui al presente articolo;

7) i candidati di sesso maschile produrranno, ai fini della certificazione della loro posizione nei riguardi degli obblighi militari, uno dei documenti indicati in appresso, tenendo presente che non è valida la presentazione, in luogo di essi, del foglio di congedo:

A) per i candidati che abbiano già prestato servizio militare: copia o estratto dello stato di servizio militare (per gli ufficiali) ovvero copia o estratto del foglio matricolare (per i sottufficiali o militari di truppa) in bollo da L. 300, rilasciato dall'autorità militare competente. Anche i candidati che siano stati riformati dopo la loro presentazione alle armi sono tenuti a produrre uno dei suddetti documenti;

B) per i candidati che siano dichiarati « abili arruolati » dal competente Consiglio di leva, ma che per qualsiasi

motivo non abbiano ancora prestato o non debbano prestare servizio militare:

1) se assegnati in forza ai distretti militari (Esercito e Aeronautica): copia o estratto del foglio matricolare militare in bollo da L. 300, rilasciato dal distretto militare competente;

2) se assegnati in forza alle capitanerie di porto: certificato di esito di leva in bollo da L. 100, rilasciato dalla capitaneria di porto competente;

C) per i candidati che siano stati dichiarati riformati o rivedibili dal competente Consiglio di leva:

1) se il giudizio è stato adottato dal Consiglio di leva presso il Comune di origine o di residenza (candidati assegnati alle liste di leva terrestri): certificato di esito di leva in bollo da L. 100 rilasciato dal sindaco, contenente, inoltre, il visto di conferma del commissario di leva;

2) se il giudizio è stato adottato presso una capitaneria di porto (candidati assegnati alla lista di leva marittima): certificato di esito di leva in bollo da L. 100, rilasciato dal commissario di leva e vistato dal comandante di porto;

D) per i candidati che non siano stati ancora sottoposti al giudizio del Consiglio di leva: certificato di iscrizione nelle liste di leva in bollo da L. 100, rilasciato dal sindaco, se il candidato è stato assegnato alle liste di leva terrestre, ovvero analogo certificato, rilasciato dalla capitaneria di porto, se l'aspirante è stato assegnato alla lista di leva marittima.

I candidati già in servizio nell'Amministrazione dello Stato quali appartenenti ai ruoli organici ed ai ruoli aggiunti delle carriere civili dovranno produrre, sempre nel termine di cui sopra, i seguenti documenti e sono esonerati dalla presentazione degli altri:

1) copia dello stato matricolare su carta bollata da L. 300, rilasciata in data non anteriore a tre mesi da quella di ricevimento dell'invito di cui al presente articolo, con l'indicazione delle qualifiche ottenute nell'ultimo quinquennio o nel minor periodo di servizio prestato. La copia sarà rilasciata dall'ufficio del personale dell'Amministrazione dalla quale il candidato dipende. Per gli impiegati dei ruoli aggiunti lo stato matricolare conterrà l'indicazione del decreto di inquadramento;

2) titolo di studio come al n. 1) del primo comma;

3) certificato medico, come al n. 6) del primo comma.

I candidati che si trovino alle armi per obblighi di leva, od in carriera continuativa, o quelli in servizio di polizia quali appartenenti al Corpo guardie di pubblica sicurezza, sono esonerati dal presentare il certificato di cittadinanza italiana, il certificato medico e il documento militare di cui al n. 7) del primo comma. In sostituzione di essi produrranno un certificato in bollo da L. 100, rilasciato dal comandante del Corpo al quale appartengono, comprovante la loro qualità e la loro idoneità fisica a coprire il posto al quale aspirano.

I candidati che abbiano titolo per avvalersi dei benefici sull'elevazione del limite massimo di età di cui all'art. 3, produrranno i documenti prescritti, salvo che essi non siano stati già presentati per ottenere i benefici di precedenza o di preferenza nella nomina ai sensi dell'art. 9,

I candidati dichiarati indigenti dalla competente autorità, possono produrre in carta libera i documenti di cui all'articolo 27 della tabella B allegata al decreto del Presidente della Repubblica 25 giugno 1953, n. 492, purchè venga prodotto il certificato in carta libera del sindaco o dell'autorità di pubblica sicurezza comprovante l'iscrizione del beneficiario nell'elenco dei poveri e gli estremi di esso siano riportati su tutti i documenti prodotti in esenzione dell'imposta di bollo.

Il ritardo nella presentazione o nell'arrivo di tutti o di alcuni dei documenti prescritti col presente articolo rispetto al termine previsto nel primo comma, quale ne sia la causa, anche se non imputabile al candidato, importa la esclusione del candidato stesso dalla graduatoria di cui al precedente articolo 10.

Non è in alcun caso ammesso il riferimento a documenti presentati, a qualunque titolo, presso altre Amministrazioni dello Stato, od enti di qualsiasi natura.

Art. 12.

Titoli che danno diritto a particolari benefici. precedenza o preferenza nella nomina ed elevazione dei limiti massimi di età.

Ai fini dell'applicazione dei benefici previsti dalle vigenti disposizioni a favore degli ex combattenti o assimilati, degli invalidi di guerra ed assimilati, dei congiunti dei caduti in guerra ed assimilati, dei decorati al valore militare o per merito di guerra, dei promossi per merito di guerra, dei feriti di guerra, dei profughi, dei perseguitati politici e razziali, dei coniugati e vedovi e dei capi di famiglia numerosa, dei dipendenti statali di ruolo e non di ruolo, dei sottufficiali delle forze armate cessati dal servizio a domanda o d'autorità e non reimpiegati come civili, gli interessati dovranno produrre, nei termini e per gli effetti di cui al precedente articolo 9, i seguenti documenti

a) gli ex combattenti della guerra 1915-1918 presenteranno la dichiarazione di cui alla circolare n. 588 contenuta nella dispensa n. 60 del Giornale militare ufficiale 1922, in carta bollata da L. 100;

b) gli ex legionari fiumani dovranno produrre il foglio di congedo dell'ex governo provvisorio di Fiume e la dichiarazione di aver appartenuto all'ex milizia fiumana. Tali documenti debbono essere rilasciati in carta bollata da L. 100 dall'ufficio stralcio dell'ex milizia fiumana;

c) coloro che hanno partecipato alle operazioni militari svoltesi in Africa orientale dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936, presenteranno la dichiarazione da rilasciarsi per l'applicazione del regio decreto-legge 2 giugno 1936, n. 1172, ai sensi della circolare n. 427 del Giornale militare ufficiale 1937, in carta bollata da L 100;

d) gli ex combattenti della guerra 1940-1943, della guerra di liberazione, della lotta di liberazione (partigiani combattenti), i militari e i militarizzati che dopo il 14 settembre 1943, attraversarono le linee nemiche, i prigionieri delle Nazioni Unite, i prigionieri cooperatori al seguito delle forze armate alleate operanti, i prigionieri in Germania o in Giappone, i militari e militarizzati addetti alla bonifica di campi minati, dragaggio mine, ecc., di cui al decreto legislativo 4 marzo 1948, n. 137, ratificato, con modificazioni dalla legge 23 febbraio 1952, n. 53, e i combattenti della guerra di liberazione nelle formazioni non regolari di cui al decreto-legge 19 marzo 1948, n. 241, gli alto-atesini che hanno prestato servizio di guerra nelle forze armate tedesche di cui alla legge 2 aprile 1958, n. 364, dovranno produrre, a seconda dell'Arma o Corpo di appartenenza, la dichiarazione integrativa in bollo da lire 100 di cui alla circolare n. 5000 del 1° agosto 1948 dello Stato Maggiore dell'Esercito o quella di cui alla circolare numero 202860/Od. 6 dell'8 luglio 1948, dello Stato Maggiore dell'Aeronautica, ovvero quella di cui alla circolare. n. 27200/Om. del 3 luglio 1948 dello Stato Maggiore della Marina;

e) i reduci dalla deportazione o dall'internamento presenteranno apposita attestazione in carta bollata da L 100 rilasciata dal prefetto della Provincia nel cui territorio l'interessato ha la sua residenza, ai sensi dell'art. 9 del decreto legislativo luogotenenziale 14 febbraio 1946, n. 27;

f) i mutilati o gli invalidi della guerra 1915-1918 ovvero dei fatti d'arme verificatisi dal 16 gennaio 1935 in Africa orientale o in dipendenza della guerra 1940-1943 o della guerra di liberazione o della lotta di liberazione o in conseguenza di ferite o lesioni riportate in occasione dei fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, o in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane, i mutilati e gli invalidi in occasione di azioni singole o collettive aventi fini politici nelle Provincie di confine con la Jugoslavia o nei territori soggetti a detto Stato di cui alla legge 23 marzo 1952, n. 207, i mutilati e gli invalidi per i fatti di Trieste del 4, 5 e 6 novembre 1953, e i mutilati e gli invalidi civili per fatti di guerra nonchè i mutilati e gli invalidi alto-atesini già facenti parte delle forze armate tedesche o delle formazioni armate da esse organizzate di cui alla legge 3 aprile 1958, n. 467, dovranno produrre il decreto di concessione della relativa pensione ovvero un certificato mod. 69 rilasciato dal Ministero del tesoro — Direzione generale delle pensioni di guerra — oppure una dichiarazione di invalidità rilasciata dalla competente rappresentanza provinciale dell'Opera nazionale invalidi di guerra in cui siano indicati i documenti in base ai quali è stata riconosciuta la qualifica di invalido;

g) i mutilati e gli invalidi per servizio dovranno presentare il decreto di concessione della pensione che indichi la categoria di questa e la categoria o la voce dell'invalidità da cui sono colpiti, ovvero il mod. 69-*ter* rilasciato, secondo i casi, dall'Amministrazione centrale al servizio della quale lo aspirante ha contratto l'invalidità, o dagli Enti pubblici autorizzati ai sensi del decreto ministeriale 23 marzo 1948;

h) gli orfani dei caduti per la guerra 1915-1918 o per i fatti d'arme verificatisi dal 16 gennaio 1935 in Africa orientale o in dipendenza della guerra 1940-1943 o della guerra di liberazione o della lotta di liberazione o in conseguenza delle ferite

o lesioni riportate in occasione dei fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948 o in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane, o in occasione di azioni singole o collettive aventi fini politici nelle Provincie di confine con la Jugoslavia o nei territori soggetti a detto Stato di cui alla legge 23 marzo 1952, n. 207, o per i fatti di Trieste del 4, 5 e 6 novembre 1953, gli orfani dei caduti che appartennero alle forze armate della sedicente repubblica sociale italiana, gli orfani dei perseguitati politici antifascisti e razziali, di cui all'art. 2, terzo comma, della legge 10 marzo 1955, n. 96, gli orfani dei caduti civili per fatti di guerra, gli orfani dei caduti alto-atesini che appartennero alle forze armate tedesche di cui alla legge 3 aprile 1958, n. 467, nonchè i figli dei cittadini dichiarati irreperibili in seguito ad eventi di guerra dovranno presentare un certificato su carta da bollo da L. 100 rilasciato dal competente comitato provinciale dell'Opera nazionale per la protezione e l'assistenza agli orfani di guerra. Gli orfani dei caduti per servizio produrranno un certificato rilasciato ai sensi e per gli effetti dell'art. 8, ultimo comma, della legge 24 febbraio 1953, n. 142;

i) i figli dei mutilati ed invalidi di cui alla precedente lettera *f*) dovranno documentare la loro qualifica presentando un certificato su carta da bollo da L. 100 del sindaco del Comune di residenza attestante la categoria di pensione di cui fruisce il padre o la madre;

l) i figli dei mutilati ed invalidi per servizio dovranno documentare la loro qualifica presentando un certificato su carta bollata da L. 100, rilasciato dal sindaco del Comune di residenza attestante che il padre o la madre fruiscono di pensione;

m) le madri, le vedove non rimaritate e le sorelle (vedove o nubili) dei caduti indicati nella precedente lettera *h*), nonchè le madri, le mogli e le sorebbe (vedove o nubili) dei cittadini dichiarati irreperibili in seguito ad eventi di guerra, dovranno esibire un certificato su carta bollata da L. 100, rilasciato dal sindaco del Comune di residenza;

n) i profughi dai territori di confine che si trovano nelle condizioni previste dall'art. 1 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 3 settembre 1947, n. 885, dovranno esibire l'attestazione prevista dall'art. 6 del decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri in data 1° giugno 1948 (*Gazzetta Ufficiale* n. 142 del 21 giugno 1948) rilasciata in carta bollata da L. 100 dal prefetto della Provincia in cui risiedono e, se non abbiano la residenza nel territorio dello Stato, dal prefetto di Roma;

o) i profughi dalla Libia, dall'Eritrea, dall'Etiopia, dalla Somalia, quelli dai territori sui quali, in seguito al trattato di pace, è cessata la sovranità dello Stato italiano, i profughi dai territori esteri nonchè quelli da zone del territorio nazionale colpite dalla guerra, che si trovano nelle condizioni previste dalla legge 4 marzo 1952, n. 137, dovranno presentare una attestazione del prefetto della Provincia in cui hanno la residenza, in carta bollata da L. 100, in conformità al modello previsto dall'art. 4 del decreto del Presidente della Repubblica 4 luglio 1956, n. 1117.

Sono valide anche le attestazioni già rilasciate dai prefetti in applicazione del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 3 settembre 1947, n. 885, e del decreto legislativo 26 luglio 1948, n. 104.

I profughi dalla Libia, dall'Eritrea, dall'Etiopia e dalla Somalia potranno anche presentare un certificato a suo tempo rilasciato dal soppresso Ministero dell'Africa italiana;

p) i connazionali che sono rimpatriati dall'Egitto in conseguenza degli avvenimenti di cui all'art. 1, primo comma, della legge 25 ottobre 1960, n. 1306, dovranno presentare apposito attestato rilasciato dalle autorità consolari.

I connazionali che sono rimpatriati dalla Tunisia e da Tangeri in conseguenza degli avvenimenti di cui all'art. 1, secondo e terzo comma, della legge citata dovranno presentare apposita attestazione rilasciata dal Ministero degli affari esteri;

q) i decorati di medaglia al valore militare o di croce di guerra, i feriti di guerra ed i promossi di grado militare per merito di guerra e gli insigniti di ogni altra attestazione speciale di merito di guerra, dovranno produrre lo originale o copia autentica del relativo brevetto e del documento di concessione;

r) coloro che abbiano riportato per comportamento contrario al regime fascista sanzioni penali presenteranno una copia della relativa sentenza e coloro che abbiano riportato sanzioni di polizia per lo stesso motivo ovvero siano stati deportati od internati per motivi di persecuzione razziale dimostreranno tali loro qualifiche mediante attestazione rilasciata su carta da bollo da L. 100 dal prefetto della Provincia nel cui territorio hanno la loro residenza;

s) i candidati già colpiti dalle abrogate leggi razziali presenteranno un certificato in carta legale della competente autorità israelitica;

t) i coniugati con o senza prole ed i vedovi con prole dovranno produrre lo stato di famiglia su carta bollata da L. 100 rilasciato dal sindaco del Comune di residenza;

u) i capi di famiglia numerosa dovranno far risultare dallo stato di famiglia di cui alla precedente lettera *s*), di data non anteriore a tre mesi dalla data di ricevimento della comunicazione di cui al primo comma del precedente art. 9, che la famiglia stessa è costituita da almeno sette figli viventi computando tra essi anche i figli caduti in guerra;

v) i candidati appartenenti ai ruoli aggiunti o che siano già inquadrati nei ruoli speciali transitori dovranno produrre copia dello stato di servizio su carta bollata da L. 300, di data non anteriore a tre mesi dalla data di ricevimento della comunicazione di cui al primo comma del precedente articolo 9. Detto documento non deve essere ripresentato per gli effetti del precedente art. 11;

w) i dipendenti statali che hanno frequentato con esito favorevole corsi di preparazione o di integrazione previsti dall'art. 150 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, dovranno produrre un certificato in carta da bollo da L. 100 rilasciato dall'Amministrazione competente, contenente la votazione riportata;

x) gli assistenti ordinari di Università o di Istituti di istruzione universitaria cessati dal servizio per motivi non disciplinari e gli assistenti straordinari, volontari ed incaricati, sia in attività che cessati dal servizio per motivi di carattere non disciplinare, dovranno presentare un certificato del rettore dell'Università o del capo dell'Istituto di istruzione universitaria attestante la qualifica rivestita, e, rispettivamente il periodo di appartenenza nei ruoli per gli assistenti ordinari o il periodo di servizio prestato presso l'Università od Istituto di istruzione universitaria per gli assistenti straordinari. Per tutti coloro che siano cessati dal servizio il certificato indicherà i motivi della cessazione;

y) i concorrenti che siano dipendenti non di ruolo dovranno inoltre produrre un certificato, di data non anteriore a tre mesi dalla data di ricevimento della comunicazione di cui al primo comma del precedente art. 9, su carta bollata da L. 100, rilasciato dall'Amministrazione dalla quale dipendono da cui risultino la data di inizio, la durata e la natura del servizio prestato, nonchè gli estremi del provvedimento di assunzione e di eventuale conferma con le qualifiche riportate nell'ultimo triennio. Detto documento non deve essere ripresentato per gli effetti dal precedente art. 11;

z) i sottufficiali dell'Esercito della Marina e della Aeronautica che, in applicazione dei decreti legislativi del Capo provvisorio dello Stato 13 maggio 1947, n. 500, e 5 settembre 1947, n. 1220, siano cessati dal servizio a domanda o anche di autorità e non siano stati contemporaneamente reimpiegati come civili, dovranno produrre apposita attestazione su carta bollata da L. 100 dell'autorità militare.

Art. 13.

Nomina dei vincitori

I vincitori del concorso nonchè gli idonei indicati al quinto comma dell'art. 1 sono nominati in prova aiuto ispettore nel ruolo della carriera di concetto dell'Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione.

L'Amministrazione ha facoltà di conferire ai restanti idonei i posti che risultino disponibili alla data di approvazione della graduatoria secondo l'ordine della graduatoria stessa e nel limite di un quinto dei diciotto posti messi a concorso.

I candidati che hanno conseguito la nomina in prova, se non assumono servizio senza giustificato motivo entro il termine stabilito presso l'ufficio al quale sono stati assegnati, decadono dalla nomina.

Art. 14.

Periodo di prova

Il periodo di prova avrà la durata di mesi sei, prorogabile di un ulteriore periodo di mesi sei nel caso di giudizio sfavorevole del Consiglio di amministrazione. Nei riguardi dei vincitori che non ottengano un giudizio favorevole al termine dell'ulteriore periodo di prova, verrà disposta la

risoluzione del rapporto d'impiego, con la liquidazione di una indennità pari a due mensilità del trattamento relativo al periodo di prova.

I vincitori del concorso che avranno compiuto con buon esito il periodo di prova conseguiranno la nomina in ruolo e saranno collocati nella qualifica indicata al primo comma dell'articolo precedente. Per essi, il servizio di prova è computato come servizio di ruolo a tutti gli effetti.

Art. 15.

Commissione esaminatrice

La Commissione esaminatrice del concorso sarà nominata con successivo decreto del Ministro e sarà così composta:

un funzionario del ruolo del personale della carriera direttiva dell'Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione con qualifica non inferiore ad ispettore generale, presidente;

due professori d'Istituto d'istruzione secondaria di 2° grado delle materie su cui vertono le prove d'esame;

due funzionari del ruolo del personale della carriera direttiva dell'Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione con qualifica non inferiore ad ispettore principale.

Espleterà le funzioni di segretario della Commissione un funzionario del ruolo del personale della carriera direttiva dell'Ispettorato suddetto con qualifica non inferiore ad ispettore di seconda classe.

Art. 16.

Programmi di esame

Le prove di esame si svolgeranno sopra argomenti dei seguenti programmi:

PROGRAMMA *A*

Prove scritte:

I) compilazione di una relazione di servizio sopra argomenti riguardanti la vigilanza tecnica sulle aziende esercenti servizi di trasporto in regime di concessione;

II) *a*) aritmetica ed algebra elementare (numeri reali, assoluti, relativi, interi e frazionari. Potenze ad esponenti interi e frazionari. Calcolo dei radicali. Equazioni di secondo grado o riducibili al secondo grado. Progressioni aritmetiche e geometriche. Logaritmi ed uso delle tavole relative);

b) geometria elementare piana e solida (rette, piani, angoli, triangoli e poligoni); uguaglianza, disuguaglianza e similitudine nel piano; equivalenze, proprietà metriche; circonferenza e cerchio, rette e piani nello spazio, diedri, triedri, angoloidi, poliedri; equivalenza e similitudine nello spazio: cilindro, cono, sfera, aree e volumi;

c) funzioni trigonometriche piane ed uso delle tavole relative. Applicazione alla risoluzione dei triangoli rettilinei.

III) *a*) disegno attinente alla compilazione e sviluppo degli allegati ad un progetto in tema di costruzioni civili (edili stradali e ferroviarie);

b) disegno topografico.

Prova orale:

1 - *a*) strumenti topografici, loro correzione ed uso;

b) metodi di rilevamento planimetrico ed altimetrico; collegamento di stazioni; triangolazione, celerimensura; poligonazione; calcolo delle coordinate; livellazione geometrica e trigonometrica; metodi di operazione;

2) nozioni elementari sulla resistenza dei materiali (casi semplici di elasticità e resistenza dei solidi ad asse rettilineo: trazione, pressione, torsione, taglio e flessione).

Calcoli elementari con il sussidio di manuali.

3) elementi di tecnologia delle costruzioni e impianti di cantieri (tracciamenti e operazioni preparatorie; ponteggi, armature e centine, opere provvisionali; modalità di esecuzione dei lavori; attrezzi e macchinari di cantiere per sollevamenti e trasporti materiali, per scavi e frantumazioni, per formazione di rilevati, per preparazione di malta, conglomerati e simili);

4) nozioni generali sui lavori stradali ed edilizi;

a) tracciati, progetti di massima e definitivi; calcoli relativi ai profili longitudinali ed alle sezioni trasversali; calcolo dei volumi e movimenti di terra; calcolo delle aree; opere d'arte semplici; muri di sostegno, case cantoniere, ponticelli, tombini, ecc.;

b) materiali da costruzione e loro caratteristiche; struttura delle fabbriche; murature, archi, volte e fondazioni; strutture di solai in legno, in ferro ed in cemento armato. strutture di scale e tetti; fognature delle abitazioni, latrine. cisterne e filtri;

5) nozioni generali sulla costruzione e l'esercizio di ferrovie (sede stradale, massicciata, armamento, trincee, rilevati, gallerie, ponti, passaggi a livello, cavalcavia e sottovia, pendenze e raggi minimi di curva; fossi di scolo, scarpe, muri di sostegno, stazioni e case cantoniere; impianti fissi; materiale mobile, sagome; impianti fissi per trazione a vapore ed elettrica, impianti sussidiari di esercizio; orari; prove e verifiche tecniche, vigilanza sulla costruzione e l'esercizio);

6) nozioni elementari relative all'impianto ed all'esercizio:

a) di tramvie urbane ed extraurbane;

b) di linee automobilistiche e filoviarie (viaggiatori e merci);

c) di vie funicolari aeree e terrestri;

7) metodi di misurazione dei lavori e tenuta dei documenti di contabilità;

8) nozioni elementari di diritto (proprietà, distanze; servitù; espropriazioni per cause di pubblica utilità; legge sulla prevenzione degli infortuni sul lavoro; assicurazioni sociali; igiene del lavoro);

9) nozioni elementari di statistica;

10) leggi e regolamenti principali sull'ordinamento e le attribuzioni dell'Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione;

PROGRAMMA *B*

Prove scritte:

I) (come programma *A*);

II) (come programma A);

III) disegno tecnico di elementi od organi di macchine.

Prova orale:

1) nozioni elementari di meccanica applicata alle macchine;

2) cognizioni generali di termodinamica; leggi fondamentali;

3) nozioni elementari sulla dilatazione dei gas in rapporto alla temperatura ed alla pressione;

4) nozioni generali sulla elettricità e il magnetismo; leggi e misure fondamentali; cenni sulla elettrotecnica applicata (produzione e trasformazione dell'energia elettrica: trasmissione e distribuzione dell'energia elettrica);

5) nozioni elementari di ottica ed acustica;

6) nozioni elementari di chimica generale;

7) nozioni elementari sulla resistenza dei materiali; casi semplici di elasticità e resistenza dei solidi ad asse rettilineo; trazione, pressione, torsione, taglio e flessione. Calcoli elementari con il sussidio di manuali;

8) elementi di tecnologia industriale e macchine utensili;

9) nozioni elementari sulle macchine a vapore e sui motori a combustione interna;

10) nozioni elementari relative all'impianto ed all'esercizio:

a) di tramvie urbane ed extraurbane;

b) di linee automobilistiche e filoviarie (viaggiatori e merci);

c) di vie funicolari aeree e terrestri;

11) nozioni elementari di statistica;

12) leggi e regolamenti principali sull'ordinamento e le attribuzioni dell'Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione.

PROGRAMMA *C*

Prove scritte:

I) compilazione di una relazione di servizio sopra argomenti riguardanti la vigilanza amministrativa sulle aziende esercenti servizi di trasporto in regime di concessione con particolare riferimento alla ragioneria applicata alle aziende di trasporto;

II) elementi di matematica finanziaria, contabilità di Stato;

III) elementi di economia politica e scienza delle finanze.

Prova orale:

1) le materie delle prove scritte;

2) ragioneria generale e applicata;

3) elementi di diritto civile;

4) elementi di diritto costituzionale e amministrativo;

5) elementi di statistica;

6) leggi e regolamenti principali sull'ordinamento e le attribuzioni dell'Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione.

PROGRAMMA D

Prove scritte:

I) compilazione di una relazione di servizio sopra argomenti riguardanti la vigilanza amministrativa sulle aziende esercenti servizi di trasporto in regime di concessione;

II) elementi di diritto amministrativo;

III) elementi di economia politica e scienza delle finanze.

Prova orale:

La prova orale verterà sui seguenti argomenti:

1) le materie delle prove scritte;

2) elementi di diritto costituzionale;

3) elementi di diritto civile;

4) contabilità di Stato;

5) elementi di statistica;

6) leggi e regolamenti principali sull'ordinamento e le attribuzioni dell'Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti.

Roma, addì 27 giugno 1962

Il Ministro: MATTARELLA

Registrato alla Corte dei conti, addì 24 gennaio 1963
Registro n. 89 bilancio Trasporti I.G.M.C.T.C., foglio n. 312

Schema della domanda di ammissione
da inviarsi su carta da bollo da L. 200

Al Ministero dei trasporti Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione Servizio affari generali e personale — ROMA

Il sottoscritto (cognome e nome in stampatello) nato a (provincia di .) il giorno domiciliato in (provincia di .) via chiede di essere ammesso a partecipare al concorso per esami a diciotto posti di aiuto ispettore in prova nel ruolo del personale di vigilanza della carriera di concetto dell'Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione.

Fa presente (solo per coloro che, avendo superato il 32° anno di età alla data di scadenza del bando, abbiano diritto alla elevazione del suddetto limite) di aver diritto all'aumento del limite di età in quanto (indicare con esattezza il titolo che dà diritto all'aumento del suddetto limite).

Il sottoscritto dichiara di aver conseguito il diploma di in data presso l'istituto di (i candidati di cui al secondo comma dell'art. 3 indicheranno altresì la qualifica rivestita) di essere cittadino italiano, di essere iscritto nelle liste elettorali del comune di (i candidati non iscritti nelle liste elettorali indicheranno i motivi della non iscrizione o della cancellazione; i candidati minori di anni 21 dichiareranno se siano incorsi in alcune delle cause che a termini delle disposizioni vigenti impediscono il possesso dei diritti politici) e di non aver riportato condanne penali (indicare nel caso contrario le condanne penali riportate).

Con riguardo agli obblighi militari, dichiara (secondo i casi: di aver prestato servizio militare di leva; di essere attualmente in servizio militare presso . di non aver prestato servizio militare perchè non ancora sottoposto al giudizio del Consiglio di leva; oppure perchè pur dichiarato «abile arruolato», gode di congedo o di rinvio in qualità di ovvero perchè riformato o rivedibile).

Il sottoscritto dichiara di aver già prestato servizio quale impiegato dello Stato presso in qualità di dal al e che detto servizio è cessato a motivo di (indicare con chiarezza il motivo della cessazione. Nel caso che il candidato non sia mai stato dipendente dello Stato, è necessaria una esplicita dichiarazione in tal senso).

Per quanto si riferisce alle prove di esame il sottoscritto chiede di essere ammesso a sostenere le prove indicate nel programma di cui all'art. 16 del bando (Tale indicazione dovrà essere omessa dai candidati in possesso di uno dei titoli di studio indicati al n. 2 dell'art. 2 e dai candidati di cui al primo comma dell'art. 3).

Il sottoscritto si impegna di accettare, in caso di nomina, qualsiasi destinazione e chiede che tutte le comunicazioni relative al presente concorso gli vengano trasmesse al seguente indirizzo

Data .

Firma (1) . . . .

---

(1) La firma dovrà essere autenticata da un notaio o dal segretario comunale del luogo di residenza dell'aspirante. Non è valida l'autenticazione della firma da parte del sindaco. Sia la firma del notaio che quella del segretario comunale non sono soggette alle norme sulla legalizzazione delle firme previste dalla legge 3 dicembre 1942, n. 1700. Per i dipendenti dello Stato, è sufficiente in luogo dell'autenticazione il visto del capo dell'ufficio presso il quale presta servizio.

IL MINISTRO PER I TRASPORTI

Visto il decreto ministeriale n. 775 del 27 giugno 1962, con il quale è stato bandito un concorso per esami a diciotto posti di aiuto ispettore in prova nel ruolo del personale di vigilanza della carriera di concetto dell'Ispettorato generale della motorizzazione civile e dei trasporti in concessione;

Visto il parere espresso dal Consiglio di Stato in data 28 agosto 1962;

Ritenuta la necessità di modificare il decreto ministeriale sopra citato in modo da renderlo conforme al parere espresso dal Consiglio di Stato;

Decreta

Il secondo periodo dell'ultimo comma dell'art. 8 del decreto ministeriale n. 775 del 27 giugno 1962 è sostituito dal seguente: «Tali impiegati sosterranno, a loro scelta, le prove di esame indicate in uno dei programmi *A*, *B*, *C* o *D*, di cui al successivo art. 16 e concorreranno al contingente di posti previsto al comma precedente ed al precedente art. 1, terzo comma, per i concorrenti che hanno superato le stesse prove di esame».

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti.

Roma, addì 4 febbraio 1963

Il Ministro: MATTARELLA

Registrato alla Corte dei conti, addì 16 marzo 1963
Registro n. 90 bilancio Trasporti I.G.M.C.T.C., foglio n. 239

(2356)

Nomina della Commissione esaminatrice per l'espletamento del concorso a diciassette posti di interprete in prova, nei ruoli del personale dell'Azienda autonoma delle ferrovie dello Stato, indetto con decreto ministeriale 19 dicembre 1962, n. 2295.

IL DIRETTORE GENERALE
DELLE FERROVIE DELLO STATO

Visto l'art. 13 dello stato giuridico del personale della Azienda autonoma delle ferrovie dello Stato di cui la legge 26 marzo 1958, n. 425;

Visto il decreto ministeriale 19 dicembre 1958, n. 2716, contenente le norme di applicazione dello stato giuridico del personale delle Ferrovie dello Stato;

Visto il decreto ministeriale 19 dicembre 1962, n. 2295, registrato alla Corte dei conti, addì 11 gennaio 1963, registro n. 45 bilancio Trasporti, foglio n. 217, con il quale è stato indetto un pubblico concorso, per esami e per titoli, a diciassette posti di interprete in prova nei ruoli del personale dell'Azienda autonoma delle ferrovie dello Stato fra candidati muniti del diploma di licenza di scuola media o di scuola tecnica o di scuola secondaria di avviamento profesionale o di altro titolo equipollente;

Delibera:

La Commissione esaminatrice per l'espletamento del pubblico concorso, citato nelle premesse, è composta come segue:

Presidente:

Targia dott. Fernando, direttore centrale.

Membri:
Brignoli Urban prof.ssa Elfrida, insegnante lingue;
Giacopino prof. Stefano, insegnante lingue;
Bucciarelli dott. Wolfango, ispettore capo superiore;
Margio dott. Alberto, ispettore principale.
Segretario:
Povegliano dott. Rodolfo, ispettore principale.

Roma, addì 11 aprile 1963

Il direttore generale: RENZETTI

(3937)

MINISTERO DELLA DIFESA - AERONAUTICA

Sostituzione di un membro della Commissione esaminatrice del concorso a cinquantasette posti di sottotenente in servizio permanente effettivo dell'Arma aeronautica ruolo specialisti.

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Visto il decreto ministeriale in data 23 dicembre 1961, con il quale è indetto un concorso per esami e per titoli a cinquantasette posti di sottotenente in servizio permanente effettivo dell'Arma aeronautica ruolo specialisti, registrato alla Corte dei conti, addì 23 gennaio 1962, registro n. 2 Difesa-Aeronautica, foglio n. 393;

Visto il decreto ministeriale in data 22 settembre 1962, con il quale è nominata la Commissione esaminatrice del concorso di cui sopra, registrato alla Corte dei conti, addì 5 novembre 1962, registro n. 45 Difesa-Aeronautica, foglio n. 328;

Considerato che il capitano A.A.r. specialisti, categoria elettricisti Angelucci Renato, membro della Commissione esaminatrice del concorso di cui sopra non potrà esplicare tale incarico perchè collocato in aspettativa;

Decreta:

Il capitano A.A.r. specialisti, categoria elettricisti in servizio permanente effettivo Angelucci Renato, membro della Commissione esaminatrice del concorso indicato in preambolo, è sostituito in tale incarico dal sottotenente A.A.r. specialisti, categoria elettricisti in servizio permanente effettivo Napolitano Pasquale.

Il presente decreto sarà sottoposto alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 8 febbraio 1963

Il Ministro: ANDREOTTI

Registrato alla Corte dei conti, addì 4 aprile 1963
Registro n. 16 Difesa-Aeronautica, foglio n. 106. — LAZZARINI

(3644)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Riapertura dei termini per la presentazione delle domande di ammissione al concorso per titoli, integrato da un colloquio, per il conferimento di un posto di ispettore centrale di 2ª classe per l'istruzione classica, scientifica e magistrale, con speciale riferimento alle esigenze relative all'insegnamento della pedagogia, indetto con decreto ministeriale 25 giugno 1959.

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Veduto il decreto ministeriale 25 giugno 1959 (registrato alla Corte dei conti il 15 settembre 1959, registro n. 116, foglio n. 286), con il quale è stato indetto un concorso per titoli, integrato da un colloquio per il conferimento di un posto di ispettore centrale di 2ª classe per l'istruzione classica, scientifica e magistrale con speciale riferimento alle esigenze relative all'insegnamento della pedagogia;

Veduti i decreti ministeriali, rispettivamente in data 1° giugno 1960, 13 febbraio e 30 aprile 1961, relativi alla costituzione della Commissione esaminatrice del concorso suddetto;

Veduta la deliberazione, in data 14 novembre 1961, con la quale la Commissione medesima, constatata l'impossibilità di proseguire i lavori per il decesso del membro, ispettore centrale di 1ª classe, prof. Giuseppe De Matteis, avvenuta il 13 novembre 1961, ha rimesso gli atti al Ministro;

Viste le dimissioni presentate successivamente dai seguenti altri componenti la Commissione, dott. Nicola Mazzaracchio e prof. Franco Lombardi;

Considerato che le operazioni del concorso suddetto, per il quale sono state presentate soltanto dodici domande, sono necessariamente rimaste ferme ai primi atti del procedimento;

Riconosciuta la necessità di procedere allo scioglimento della Commissione in parola, anzichè alla integrazione della medesima mediante la sostituzione della maggioranza dei componenti;

Ravvisata l'opportunità, in considerazione del lungo periodo di tempo intercorso dalla data di pubblicazione del bando (22 ottobre 1959, n. 255), di riaprire i termini per la presentazione delle domande di ammissione al concorso di cui trattasi, per consentire, da un lato, una più larga partecipazione di candidati che assicuri una migliore selezione e, d'altro lato, valutazioni più aggiornate dei titoli degli stessi concorrenti che avevano presentato domanda di partecipazione al suddetto concorso;

Decreta:

Art. 1.

La Commissione esaminatrice del concorso indicato nelle premesse è sciolta.

Art. 2.

Sono riaperti, per trenta giorni, a decorrere dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, i termini per la presentazione delle domande di ammissione al concorso in parola.

Art. 3.

Durante il decorso dei nuovi termini i candidati che hanno già presentato domanda di ammissione al concorso sopra indicato, ai sensi del bando originario, hanno facoltà di integrare la documentazione prodotta.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 17 dicembre 1962

Il Ministro: GUI

Registrato alla Corte dei conti, addì 11 marzo 1963
Registro n. 17 Pubblica istruzione, foglio n. 8

(3943)

Diario delle prove scritte del concorso a trentadue posti di applicato aggiunto in prova nel ruolo del personale della carriera esecutiva delle Soprintendenze alle antichità e belle arti.

Le prove scritte di concorso per esami e per titoli a trentadue posti di applicato aggiunto in prova nel ruolo del personale della carriera esecutiva delle Soprintendenze alle antichità e belle arti, indetto con decreto ministeriale 7 agosto 1962, e pubblicato nel supplemento ordinario alla *Gazzetta Ufficiale* n. 318 del 14 dicembre 1962, avranno luogo in Roma Palazzo degli esami, via Girolamo Induno, nei giorni 16 e 17 maggio 1963 alle ore 9.

(3940)

Diario delle prove scritte del concorso per esami e per titoli a venti posti di ispettore in prova ruolo archeologi, della carriera direttiva del personale delle Soprintendenze alle antichità e belle arti.

Le prove scritte del concorso per esami e per titoli a venti posti di ispettore in prova nel ruolo degli archeologi della carriera direttiva del personale delle Soprintendenze alle antichità e belle arti, indetto con decreto ministeriale 7 agosto 1962 e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 324 del 20 dicembre 1962, avranno luogo nei giorni 7, 8 e 9 maggio 1963, presso l'Accademia di belle arti, via Ripetta n. 218-*B*, Roma, alle ore 8,30.

(3941)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Diario delle prove scritte del concorso per esami e per titoli a venticinque posti di vice disegnatore in prova nel ruolo della carriera di concetto del personale delle Soprintendenze alle antichità e belle arti.

Le prove scritte del concorso per esami e per titoli a venticinque posti di vice disegnatore in prova nel ruolo del personale della carriera di concetto delle Soprintendenze alle antichità e belle arti, indetto con decreto ministeriale 7 agosto 1962 e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale*, supplemento ordinario n. 318 del 14 dicembre 1962, avranno luogo in Roma Palazzo degli esami, via Girolamo Induno, nei giorni 16 e 17 maggio 1963 alle ore 9.

(3942)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Avviso relativo alla pubblicazione delle graduatorie di concorsi nelle carriere del ruolo dell'Ispettorato del lavoro.

Nel supplemento straordinario n. 3 al Bollettino ufficiale n. 2 del febbraio 1963 del Ministero del lavoro e della previdenza sociale sono stati pubblicati i seguenti decreti:

Decreto ministeriale 20 settembre 1961. — Modifica alla graduatoria di merito del concorso per esami a novanta posti di applicato aggiunto (coeff. 157) in prova nel ruolo della carriera esecutiva dell'Ispettorato del lavoro, indetto con decreto ministeriale 28 novembre 1958.

Decreto ministeriale 29 marzo 1962. — Graduatoria di merito del concorso per esami a quaranta posti di ispettore di 1ª classe (coeff. 271) in prova nel ruolo della carriera direttiva dell'Ispettorato del lavoro, indetto con decreto ministeriale 5 maggio 1961.

Decreto ministeriale 19 giugno 1962. — Graduatoria di merito del concorso per esami a trenta posti di ispettore aggiunto di 3ª classe (coeff. 202) in prova nel ruolo della carriera di concetto dell'Ispettorato del lavoro, indetto con decreto ministeriale 5 maggio 1961.

Decreto ministeriale 23 giugno 1962. — Graduatoria di merito del concorso per esami a dieci posti di consigliere di 3ª classe (coeff. 229) in prova nel ruolo della carriera direttiva dell'Ispettorato del lavoro, indetto con decreto ministeriale 5 maggio 1961.

Decreto ministeriale 26 settembre 1962. — Modifica alla graduatoria di merito del concorso per esami a dieci posti di consigliere di 3ª classe (coeff. 229) in prova nel ruolo della carriera direttiva dell'Ispettorato del lavoro, indetto con decreto ministeriale 5 maggio 1961.

Decreto ministeriale 28 giugno 1962. — Graduatoria di merito del concorso per esami a quindici posti di ispettore di 2ª classe (coeff. 229) in prova nel ruolo della carriera direttiva dell'Ispettorato del lavoro, indetto con decreto ministeriale 5 maggio 1961.

Decreto ministeriale 2 luglio 1962. — Graduatoria di merito del concorso per esami a quindici posti di ispettore di 1ª classe (coeff. 271) in prova nel ruolo della carriera direttiva dell'Ispettorato del lavoro, indetto con decreto ministeriale 14 novembre 1960.

Decreto ministeriale 20 luglio 1962. — Graduatoria di merito del concorso per esami a dieci posti di vice segretario (coeff. 202) in prova nel ruolo della carriera di concetto dell'Ispettorato del lavoro, indetto con decreto ministeriale 5 maggio 1961.

(3434)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI CATANIA

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ufficiale sanitario vacanti nella provincia di Catania.

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 1566 del 1° marzo 1962, con il quale è stato indetto pubblico concorso, per titoli ed esami, a posti di ufficiale sanitario vacanti nella provincia di Catania alla data del 30 novembre 1961;

Visti gli articoli 34 e 36 del testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265, modificati rispettivamente dagli articoli 4 e 5 del decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1935, n. 854;

Visti gli articoli 8 e 9 del regolamento sui concorsi sanitari approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, modificati dall'art. 6 del precitato decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1935, n. 854;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Viste le designazioni degli enti interessati;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di ufficiale sanitario, vacanti nella provincia di Catania al 30 novembre 1961, è costituita come appresso:

Presidente:
Caruso dott. Francesco, vice prefetto vicario.

Componenti
Scuderi dott. Mario, ispettore generale medico;
Petragnani prof. dott. Giovanni, direttore dell'Istituto di igiene dell'Università di Catania;
Signorelli prof. dott. Saverio, direttore dell'Istituto di patologia medica dell'Università di Catania;
Maranzano dott. Giuseppe, ufficiale sanitario;

Segretario
Miraglia dott. Umberto, consigliere di 1ª classe del Ministero dell'interno in servizio presso l'Ufficio del medico provinciale.

La Commissione giudicatrice avrà sede in Catania ed inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana del presente decreto.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana e, per otto giorni consecutivi, all'albo dello Ufficio del medico provinciale.

Catania, addì 6 aprile 1963

Il medico provinciale: SCUDERI

(3239)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI MESSINA

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso ad un posto di ufficiale sanitario vacante nella provincia di Messina.

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il decreto n. 15933 del 9 dicembre 1961, con il quale è stato indetto il concorso per titoli ed esami per il conferimento del posto di ufficiale sanitario del comune di Milazzo;

Considerato che occorre provvedere alla nomina della Commissione esaminatrice;

Visto, al riguardo, la comunicazione della terna dei docenti da parte dell'Ordine dei medici della Provincia, nonchè la comunicazione della terna di ufficiali sanitari di ruolo, a norma del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Vista la comunicazione della Prefettura di Messina, relativa alla designazione del Presidente della Commissione;

Visto l'articolo del regolamento citato;

Visto l'art. 6 del decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854;

Visto l'art. 6 della legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

La Commissione esaminatrice del concorso indicato in premessa, è costituita come appresso:

Presidente:

Alvino dott. Sabino, vice prefetto.
Giustolisi dott. Giovanni, medico provinciale dirigente;

Componenti:

De Blasi prof. dott. Raffaele, direttore dell'Istituto di igiene dell'Università di Messina;
Cannavò prof. dott. Letterio, direttore della Clinica delle malattie infettive dell'Università di Messina;
Gerbino dott. Rocco, ufficiale sanitario del comune di Santo Stefano Camastra.

Le mansioni di segretario sono affidate al dott. Ugo Muscolino, consigliere di prima classe presso l'Ufficio del medico provinciale di Messina.

Il presente decreto sarà pubblicato nei modi e termini di legge.

Messina, addì 11 aprile 1963

Il medico provinciale: GIUSTOLISI

(3076)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI BENEVENTO

Varianti alla graduatoria delle vincitrici del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Benevento.

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio precedente decreto n. 788 A/S, in data 13 febbraio 1963, con il quale sono state assegnate le condotte ostetriche vacanti in provincia di Benevento alle candidate vincitrici del relativo concorso per titoli ed esami bandito con decreto n. 1323 del 27 febbraio 1962;

Vista la nota n. 360, in data 8 marzo 1963, con la quale il sindaco del comune di Paupisi comunica che l'ostetrica Cosci Carmela, vincitrice di quella condotta ostetrica, ha rinunziato al posto;

Considerato che la ostetrica Limberti Tosca non ha fornito, nel termine assegnato, alcun riscontro alla lettera raccomandata con ricevuta di ritorno con la quale questo Ufficio la invitava ad optare, per la sede di Castelpoto o per quella di Paupisi rimasta vacante, per cui la predetta ostetrica deve essere considerata rinunciataria a quest'ultima sede;

Viste le domande di ammissione al concorso prodotte dalle candidate con la indicazione delle sedi in ordine di preferenza;

Vista la graduatoria delle candidate idonee al concorso, approvata con decreto n. 788 A/G del 13 febbraio 1963;

Visto l'art. 26 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta

La sig. Catauro Pasqualina è dichiarata vincitrice della condotta ostetrica del comune di Paupisi.

Il presente decreto sarà pubblicato ai sensi e nei modi di legge.

Benevento, addì 6 aprile 1963

Il medico provinciale SEGRETO

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio precedente decreto n. 788 A/S, in data 13 febbraio 1963, con il quale sono state assegnate le condotte ostetriche vacanti in provincia di Benevento alle candidate vincitrici del relativo concorso per titoli ed esami bandito con decreto n. 1323 del 27 febbraio 1962;

Considerato che la vincitrice del concorso per la condotta ostetrica del comune di Ginestra degli Schiavoni ha rinunciato al posto, per cui la predetta sede è rimasta vacante;

Viste le domande di ammissione al concorso prodotte dalle candidate con la indicazione delle sedi in ordine di preferenza;

Vista la graduatoria delle candidate idonee al concorso, approvata con decreto n. 788 A/G del 13 febbraio 1963;

Visto l'art. 26 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

La sig. Cau Vittoria è dichiarata vincitrice della condotta ostetrica del comune di Ginestra degli Schiavoni.

Il presente decreto sarà pubblicato ai sensi e nei modi di legge.

Benevento, addì 6 aprile 1963

Il medico provinciale: SEGRETO

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio precedente decreto n. 788 A/S, in data 13 febbraio 1962, con il quale sono state assegnate le condotte ostetriche vacanti in provincia di Benevento alle candidate vincitrici del relativo concorso per titoli ed esami bandito con decreto n. 1323 del 27 febbraio 1962;

Vista la nota n. 169 del 23 marzo 1963, con la quale il sindaco del comune di Bucciano comunica che l'ostetrica Lucchesi Emilia, vincitrice della condotta ostetrica di quel Comune, non ha assunto servizio entro il termine assegnato di giorni quindici dalla comunicazione della nomina, per cui la predetta ostetrica deve essere considerata rinunciataria alla sede, che, perciò stesso, è rimasta vacante;

Viste le domande di ammissione al concorso prodotte dalle candidate con la indicazione delle sedi in ordine di preferenza;

Vista la graduatoria delle candidate idonee al concorso, approvata con decreto del medico provinciale di Benevento n. 788 A/G del 13 febbraio 1963;

Visto l'art. 26 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

La sig. Tirri Amelia è dichiarata vincitrice della condotta ostetrica del comune di Bucciano.

Il presente decreto sarà pubblicato ai sensi e nei modi di legge.

Benevento, addì 3 aprile 1963

Il medico provinciale: SEGRETO

(2955)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI CATANZARO

Variante alla graduatoria delle vincitrici del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Catanzaro.

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 2541 del 13 marzo 1963, relativo alla assegnazione delle condotte mediche ai candidati dichiarati vincitori del concorso a posti di medico condotto vacanti al 30 novembre 1961;

Considerato che il dott. Gangemi Giuseppe vincitore della condotta medica di Dasà ha rinunziato alla stessa;

Vista la graduatoria degli idonei al concorso predetto approvata con proprio decreto n. 2264 del 7 marzo 1963;

Considerato che il dott. Stramandinoli Pasquale che segue in graduatoria, regolarmente interpellato, ha dichiarato di accettare la nomina a titolare della condotta medica di Dasà, indicata dal medesimo nella domanda di partecipazione al concorso di che trattasi al primo posto in ordine di preferenza;

Visti gli articoli 26 e 55 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;
Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

A modifica del proprio decreto n. 2541 del 13 marzo 1963, il dott. Stramandinoli Pasquale è dichiarato vincitore della condotta medica di Dasà in sostituzione del dott. Gangemi Giuseppe rinunziatario.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e sarà affisso, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio di questo Ufficio e del comune di Dasà.

Catanzaro, addì 6 aprile 1963

Il medico provinciale: LANIA

(2956)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI LECCE

Varianti alla graduatoria dei vincitori del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Lecce

IL MEDICO PROVINCIALE

Visti i propri decreti n. 06040 Div. I, in data 2 dicembre 1962, con i quali veniva approvata la graduatoria e nominati i vincitori del concorso a posti di medico condotto vacanti in provincia di Lecce al 30 novembre 1961;
Visto il successivo decreto n. 0673 Div. I, del 18 febbraio 1963, col quale venivano apportate variazioni al decreto di dichiarazione dei vincitori;
Viste le dichiarazioni di rinunzia presentate dai dottori Donato Lolli e Benito Graziuso, vincitori rispettivamente della condotta del comune di Specchia e del comune di Patù;
Considerato che, in conseguenza, occorre procedere alla nomina dei candidati idonei che seguono immediatamente in graduatoria e che hanno indicate le sedi di cui innanzi in ordine di preferenza;
Visti gli articoli 26 e 56 del regolamento dei concorsi a posti di sanitari condotti addetti ai servizi dei Comuni e della Provincia, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;
Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

I sottoelencati candidati sono dichiarati vincitori della condotta, di seguito, a fianco di ciascuno indicata:

1) Puce Luigi: Patù;
2) Grimaldi Francesco: Specchia.

Il presente decreto sarà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della provincia di Lecce e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio dell'Ufficio del medico provinciale e dei Comuni interessati

Lecce, addì 8 aprile 1963

Il medico provinciale: MAGLIARI

(3053)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI NAPOLI

Variante alla graduatoria delle vincitrici del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Napoli.

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto 19668 del 1° ottobre 1962, con cui veniva approvata la graduatoria delle candidate idonee al concorso a tre posti di ostetrica condotta, vacanti in provincia di Napoli al 30 novembre 1960;
Visto il proprio decreto 19669 del 1° ottobre 1962, con cui veniva dichiarata vincitrice per la sede di Sant'Antonio Abate l'ostetrica Lonardo Rocchina;
Considerato che la stessa ha fatto pervenire formale atto di rinunzia per tale sede;
Ritenuto che possa procedersi alla nomina, per detta sede, della candidata che segue nella graduatoria generale;
Viste le domande delle candidate con l'indicazione di preferenza per le sedi per le quali hanno dichiarato di concorrere;
Visto che al quarto posto in graduatoria si è classificata l'ostetrica D'Ovidio Sestina;
Visto che la predetta nell'ordine di preferenza ha indicato la sede di Sant'Antonio Abate;
Visto il regolamento per i concorsi dei sanitari addetti ai Comuni ed alle Provincie, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;
Visto la legge 13 marzo 1958, n. 296, istitutiva del Ministero della sanità;

Decreta:

L'ostetrica D'Ovidio Sestina è dichiarata vincitrice della sede di Sant'Antonio Abate a seguito di rinunzia di altra candidata.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo di questo Ufficio e del Comune interessato.

Napoli, addì 2 aprile 1963

Il medico provinciale: TECCE

(3078)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI CAGLIARI

Avviso relativo alla pubblicazione della graduatoria di merito del concorso a cinque sedi farmaceutiche vacanti in Cagliari capoluogo e frazione Elmas.

Con il decreto n. 218/III del 14 gennaio 1963 è stata approvata la graduatoria generale di merito e quella per le singole sedi del concorso per cinque sedi farmaceutiche vacanti in Cagliari capoluogo e frazione Elmas, di cui al bando di concorso Div. San. 58401 del 16 maggio 1956, e successive modifiche.

Tali graduatorie sono state pubblicate sul Bollettino Ufficiale della Regione autonoma della Sardegna n. 12 del 30 gennaio 1963, parte terza

(3240)

UMBERTO PETTINARI, *direttore* RAFFAELE SANTI, *gerente*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.